

## SOCIÉTÉ DES NATIONS

---

Demande d'admission dans la Société des Nations  
de la République Ukrainienne.

---

MEMORANDUM DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

---

## LEAGUE OF NATIONS

---

Application of the Ukrainian Republic for admission  
to the League of Nations.

---

MEMORANDUM BY THE SECRETARY-GENERAL.

## DEMANDE D'ADMISSION DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS DE LA RÉPUBLIQUE UKRAINIENNE

Document de  
l'Assemblée

88

MEMORANDUM DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

### I

Dans une note du 14 avril 1920, la Mission Diplomatique Ukrainienne à Londres a adressé au Secrétariat Général de la Société la demande officielle d'admission dans la Société des Nations de la République Ukrainienne, datée du 13 avril 1920, suivant la disposition de l'article 1<sup>er</sup> du Pacte. Une correspondance entre la Délégation Ukrainienne à Paris et la Mission Diplomatique Ukrainienne à Londres d'une part, le Secrétaire Général de la Société d'autre part, a précédé cette demande officielle de la République Ukrainienne. Cette correspondance (1) proposait officiellement l'admission de la République d'Ukraine dans la Société; elle a provoqué l'envoi d'une note du Secrétaire Général, en date du 4 mars 1920, attirant l'attention de la Mission Diplomatique Ukrainienne à Londres sur la marche à suivre pour l'admission dans la Société, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> du Pacte.

La demande officielle fut communiquée par le Secrétaire Général au Conseil et aux Etats membres de la Société, le 30 avril 1920. On trouvera dans les Annexes le texte complet de la Note du 14 avril 1920 et celui de la demande (Annexe I).

Une liste contenant les pièces d'archives du Secrétariat qui se rapportent à la demande d'admission de la République d'Ukraine dans la Société est jointe à cette pièce (Annexe II).

### II

Ont été utilisés pour résumer brièvement l'histoire dans les lignes suivantes : les documents et publications fournis par les représentants ukrainiens, y compris le mémoire présenté à la Conférence de la Paix.

En 1654, l'Ukraine, qui avait vécu quelque temps en pleine indépendance, s'unit volontairement à la Russie par le Traité de Perejaslaw, en réservant formellement toutefois par certaines clauses sa pleine autonomie pour les affaires intérieures, pour l'élection de l'Hetman et son droit de conserver des relations diplomatiques directes avec les Etats étrangers. Cette union, conçue d'abord comme une fédération, se transforma avec le temps en une incorporation totale de l'Ukraine dans l'Empire Russe dont elle devint partie constitutive. A la suite de la Révolution russe, un Congrès National Ukrainien eut, en avril 1917, un parlement nommé Rada Centrale que l'on ouvrit par la suite aux représentants de trois autres congrès ukrainiens. Cette Rada Centrale proclama l'indépendance de la République d'Ukraine le 7 novembre 1917 et le 9 janvier 1918. On trouvera ci-joints (Annexe III) des exemplaires certifiés conformes de ces proclamations d'indépendance, tels qu'ils ont été fournis au Secrétariat de la Société par les autorités ukrainiennes.

La Rada Centrale convoqua une Assemblée Constituante; les élections eurent lieu en décembre 1917 et en janvier 1918. L'invasion de la partie orientale de l'Ukraine par les troupes bolchévistes les troubla dans une

(1) Note de la Délégation Ukrainienne à Paris, en date du 13 août 1919, adressée au Secrétaire Général de la Société, contenant un exemplaire d'un mémoire sur l'indépendance de l'Ukraine adressé à la Conférence de la Paix; note de la Mission Diplomatique Ukrainienne à Londres adressée au « Président de la Société des Nations », en date du 11 février 1920, dont copie fut adressée par le Secrétaire Général aux Membres du Conseil (Document du Conseil J); note de la Délégation Ukrainienne à Londres, en date du 25 février 1920, au Secrétaire Général de la Société. Ces deux dernières notes étaient accompagnées de mémoires sur ce sujet.

# APPLICATION OF THE UKRAINIAN REPUBLIC FOR ADMISSION TO THE LEAGUE OF NATIONS.

MEMORANDUM BY THE SECRETARY-GENERAL.

Assemblee  
Document

88

## I.

In a note dated April 14, 1920, the Ukrainian Diplomatic Mission at London presented to the Secretary-General of the League the formal application of the Ukrainian Republic, dated April 13, 1920, for admission to the League under the provisions of Article 1 of the Covenant. This formal application of the Ukrainian Republic had been preceded by certain correspondence between the Ukrainian Delegation at Paris and the Ukrainian Diplomatic Mission at London on the one hand, and the Secretary-General of the League on the other hand, in which the admission of the Ukrainian Republic to Membership in the League was informally suggested (1); and as a result of this correspondence, the Secretary-General had, in a note dated March 4, 1920, drawn the attention of the Ukrainian Diplomatic Mission at London to the steps necessary to be taken for admission to the League, under the provisions of paragraph 2 of Article 1 of the Covenant.

The formal application was communicated by the Secretary-General to the Council and to the States Members of the League, on April 30, 1920. The full text of the note of April 14, 1920, and of the application, is annexed to this document. (Annex I)

A list of the documents in the archives of the Secretariat, relating to the application of the Ukrainian Republic for admission to the League, is annexed to this document. (Annex II)

## II.

The following brief summary of the history of the Ukraine is based upon documents and publications furnished by the Ukrainian representatives, including the Memoir addressed to the Peace Conference.

In the year 1654, the Ukraine, which had been for some time an independent State, voluntarily united with Russia as a result of the treaty of Pereiaslav, stipulating, however, in certain articles of this treaty, for complete autonomy in its internal affairs, for the election of its Hetman, and for the right to maintain direct diplomatic relations with foreign States. This union, at first a federation, became in time a complete incorporation of the Ukraine as a constituent part of the Russian Empire. Following the Russian Revolution, a Ukrainian National Congress, in April, 1917, selected a parliament called the Central Rada, to which representatives of three other Ukrainian Congresses were subsequently admitted. The independence of the Ukrainian Republic was proclaimed by that body (the Central Rada), on November 7, 1917, and on January 9, 1918. Authenticated copies of these proclamations of independence, which have been furnished to the Secretariat by the Ukrainian authorities, are annexed to this document. (Annex III).

By action of the Central Rada a Constituent Assembly was convened, the elections taking place in December, 1917, and in January, 1918. The elections were to some extent interfered with by an invasion of the Eastern portion of the Ukraine

(1) In a note from the Ukrainian Delegation at Paris, dated August 13, 1919, to the Secretary-General of the League, in which was enclosed a copy of a memorandum on the independence of the Ukraine which had been presented to the Peace Conference; in a note from the Ukrainian Diplomatic Mission at London to the "President of the League of Nations," dated February 11, 1920, a copy of which was communicated by the Secretary-General to the Members of the Council (Council Document J); and in a note from the Ukrainian Delegation at London to the Secretary-General of the League, dated February 25, 1920. With the last two notes memoranda regarding the matter were enclosed.

certaine mesure. Les Allemands, pendant leur occupation de l'Ukraine en mai 1918, renvoyèrent la Rada Centrale et emprisonnèrent le Général Petloura, Président du Directoire ukrainien, puis formèrent un Gouvernement dirigé par l'Hetman Skoropadsky. Ce Gouvernement tomba par la suite et le Général Petloura reprit de nouveau le pouvoir. C'est par des représentants du Gouvernement du Général Petloura que fut faite la demande d'admission à la Société des Nations.

Le Secrétariat de la Société a reçu de la Mission Diplomatique Ukrainienne à Londres des exemplaires certifiés conformes des documents suivants :

1<sup>o</sup> Préambule et 1<sup>er</sup> chapitre légèrement abrégé de la Constitution provisoire de l'Ukraine par l'Hetman Skoropadsky, 29 avril 1918 ;

2<sup>o</sup> Résolution du Congrès des Travailleurs de l'Ukraine adressée à la nation ukrainienne, adoptée à Kiev le 28 janvier 1919 (abrégé) ;

3<sup>o</sup> Manifeste du Congrès des Travailleurs de l'Ukraine à toutes les nations du globe, en date du 28 janvier 1919.

La République d'Ukraine a été reconnue en fait par l'Etat suivant, Membre de la Société des Nations :

POLOGNE (Convention politique signée à Varsovie le 21 avril 1920, dont un exemplaire certifié conforme est annexé à ce document (Annexe IV), tel qu'il a été fourni par la Mission Diplomatique Ukrainienne à Londres).

La République Ukrainienne a été également reconnue en fait par les Etats suivants : FINLANDE, 1918 ;

LETTONIE, 25 mars 1920. Un exemplaire, certifié conforme, de l'acte de reconnaissance a été fourni par la Mission Diplomatique Ukrainienne et se trouve au Secrétariat.

L'indépendance de la République Ukrainienne dans ses limites précisément spécifiées a été reconnue par le Gouvernement Impérial Allemand, par le Gouvernement Impérial et Royal d'Autriche-Hongrie, par le Gouvernement Royal Bulgare et par le Gouvernement Impérial Ottoman, aux termes du Traité de Paix signé à Brest-Litowsk, le 9 février 1918, entre ces Puissances et l'Ukraine. Un exemplaire, certifié conforme, des parties de ce Traité qui s'y rapportent, du préambule des articles 1, 2, 3 et 4, a été remis par la Mission Diplomatique Ukrainienne à Londres et est joint à ce document (Annexe V).

Il semble que la Russie soviétique ait reconnu la République d'Ukraine comme un Gouvernement de droit, ainsi qu'il résulte du Décret du 4 décembre 1917 et de lettres de créance en date du 2 mai 1918. On trouvera ci-joint copie de ces documents (Annexe VI) tels qu'ils ont été fournis par la Mission Diplomatique Ukrainienne. Il y est fait mention du paragraphe B 3 de la note adressée au Secrétaire Général de la Société, en date du 19 octobre 1920, par la Mission Diplomatique Ukrainienne à Londres, dont copie ci-jointe (Annexe VII). Le Secrétariat n'a pas reçu d'exemplaire du Traité qui a dû être négocié entre la Russie soviétique et la République Ukrainienne en mai 1918.

D'après des rapports de presse, les autorités de la Russie soviétique ont ratifié le 23 octobre 1920 un traité avec la Pologne, la Finlande et la République Ukrainienne.

D'autre part, la République Ukrainienne revendique sa reconnaissance *de facto* par la Grande-Bretagne et la France, comme une suite naturelle de la politique suivie par les représentants de ces Gouvernements. On trouvera ci-joint des exemplaires certifiés conformes des documents relatifs à ces rapports (Annexe VIII).

Les Etats-Unis d'Amérique ont persisté dans leur refus de reconnaître l'indépendance *de facto* de tous les soi-disant Etats formés antérieurement, en totalité ou en partie, sur les territoires de l'ancien Empire Russe, à l'exception de la Pologne et de l'Arménie. Un exemplaire de la note du Secrétaire

by the Bolshevik forces. During the German occupation of the Ukraine, in May, 1918, the Central Rada was dissolved by the Germans, who imprisoned General Petloura, the president of the Ukrainian Directorate. A Government headed by the Hetman Skoropadsky was then instituted. Subsequently this Government collapsed, and a Government headed by General Petloura was again established. The application for admission to the League has been made by Representatives of General Petloura's Government.

The Secretariat of the League has been furnished by the Ukrainian Diplomatic Mission at London with authenticated copies of the following documents:

(1) The preamble and first section, slightly abridged, of the provisional constitution of the Ukraine, issued by the Hetman Skoropadsky, on April 29, 1918.

(2) The resolution of the Congress of the Ukrainian Working People to the Ukrainian nation, adopted at Kiev on January 28, 1919, in abridged form.

(3) The manifesto of the Congress of the Ukrainian Working People to all the nations of the world, dated January 28, 1919.

---

The Ukrainian Republic has been recognised *de facto* by the following State Member of the League:

POLAND (By a political convention signed at Warsaw April, 21, 1920, an authenticated copy of which, furnished by the Ukrainian Diplomatic Mission at London, is annexed). — (Annex IV).

The Ukrainian Republic has also been recognised *de facto* by the following States: FINLAND (1918);

LATVIA (March 25, 1920). An authenticated copy of the act of recognition by Latvia has been furnished by the Ukrainian Diplomatic Mission and is in the possession of the Secretariat.

The independence of the Ukrainian Republic within prescribed and specified boundaries was recognised by the Imperial German Government, by the Imperial and Royal Joint Austro-Hungarian Government, by the Royal Bulgarian Government, and by the Imperial Ottoman Government, as a result of the Treaty of Peace between these Powers and the Ukraine, which was signed at Brest-Litovsk on February 9, 1918. An authenticated copy of the relevant portions of this Treaty, the Preamble and Articles 1, 2, 3, and 4, has been furnished by the Ukrainian Diplomatic Mission at London, and is annexed to this document. (Annex V).

Soviet Russia appears to have recognised the Ukrainian Republic as a *de jure* Government, as a result of a decree dated December 4, 1917, and a letter of credence dated May 2, 1918. Copies of these documents have been furnished by the Ukrainian Diplomatic Mission at London and are annexed (Annex VI). In this relation reference is made to paragraph "B3" of the note of the Ukrainian Diplomatic Mission at London to the Secretary-General, dated October, 19, 1920, a copy of which is annexed (Annex VII.) The Secretariat has not been furnished with a copy of the treaty which appears to have been negotiated between Soviet Russia and the Ukrainian Republic in May, 1918.

According to Press reports, the authorities of Soviet Russia ratified on October 23, 1920, a treaty with Poland, Finland and the Ukrainian Republic.

The Ukrainian Republic also claims that it has been recognised *de facto* by Great Britain and by France, as a result of action taken by representatives of these Governments. Authenticated copies of the documents which are relied on in this connection are annexed. (Annex VIII).

The United States of America have consistently refused to recognise the *de facto* independence of any of the so-called States, which were formerly either wholly or in part within the Russian Empire, with the exceptions of Poland and of

d'Etat des Etats-Unis à l'Ambassadeur Italien à Washington, en date du 10 août 1920, et dans laquelle sont indiquées les vues des Etats-Unis dans cette question, se trouve ci-joint (Annexe IX).

### III

La demande d'admission de la République d'Ukraine est faite conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> du Pacte. Cet article déclare qu'un Etat jouissant de sa pleine indépendance peut devenir membre de la Société, à cette condition, entre autres, de donner des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux. C'est à ce dernier point que se réfère le dernier paragraphe de la demande d'admission de l'Ukraine, en date du 13 avril 1920, tel qu'on va le lire :

« Considérant que le peuple ukrainien doit son affranchissement du joug de l'absolutisme et la renaissance de sa souveraineté aux idées qui sont à l'origine et forment la base même de l'existence de la Société des Nations, la Mission Diplomatique Ukrainienne auprès du Royaume-Uni déclare solennellement, au nom du Gouvernement Ukrainien, l'intention sincère de l'Ukraine d'observer tous les engagements internationaux, de même que, au nom de l'Ukraine, nous acceptons pleinement le règlement établi par la Société des Nations en ce qui concerne nos forces et nos armements militaires et navals. »

### IV

Le paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> du Pacte prévoit qu'un Etat faisant application de devenir Membre de la Société doit accepter « le règlement établi par la Société en ce qui concerne ses forces et ses armements militaires, navals et aériens ». On attire l'attention à ce sujet sur le dernier paragraphe de la demande ukrainienne du 13 avril 1920. Le Gouvernement Ukrainien y affirme « qu'il accepte pleinement le règlement établi par la Société des Nations en ce qui concerne nos forces et nos armements militaires et navals ».

La Commission Consultative Permanente pour les questions militaires, navales et aériennes n'a pas préparé de rapport sur les forces et armements militaires, navals et aériens de la République d'Ukraine. Le Conseil de la Société a adopté une résolution générale sur les forces et armements militaires, navals et aériens de tout Etat demandant son admission dans la Société. L'Assemblée aura ce règlement sous les yeux.

### ANNEXE I

[Traduction]

MISSION DIPLOMATIQUE UKRAINIENNE AUPRÈS DU ROYAUME-UNI,  
75, CORNWALL GARDENS,  
KENSINGTON,  
LONDRES, S.W. 7.  
le 14 avril 1920.

Cher Sir ERIC DRUMMOND,

J'ai l'honneur et le plaisir de vous adresser ci-jointe la demande d'admission de l'Ukraine dans la Société des Nations.

Veuillez agréer, cher Sir Eric Drummond, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

(Signé) A. MARGOLIN.

L'Honorable Sir ERIC DRUMMOND, K.C.M.G., C.B.,  
Secrétaire Général de la Société des Nations,  
Sunderland House,  
Curzon Street, W. 1.



Armenia. A copy of a note from the Secretary of State of the United States to the Italian Ambassador at Washington, dated August 10, 1920, in which the views of the United States on this subject are indicated, is annexed. (Annex IX).

### III.

The application of the Ukrainian Republic for admission to the League is made under the provisions of paragraph 2 of Article 1 of the Covenant. This Article provides that a fully self-governing State may become a Member of the League, provided, amongst other conditions, that it shall give "effective guarantees of its sincere intention to observe its international obligations". In this relation reference is made to the last paragraph of the Ukrainian application for admission of April 13, 1920, which reads in part as follows :

"Seeing that the Ukrainian people owe their liberation from the yoke of absolutism and the re-birth of their sovereignty to the ideas which are the origin, and form the basis of the very existence of the League of Nations, the Ukrainian Diplomatic Mission in the United Kingdom, on behalf of the Ukrainian Government, solemnly makes this declaration of the sincere intention of the Ukraine to observe all international engagements."

### IV.

Paragraph 2 of Article 1 of the Covenant also provides that a State applying for Membership in the League "shall accept such regulations as may be prescribed by the League in regard to its military, naval and air forces and armaments." Attention is directed to the last paragraph of the Ukrainian application of April 13, 1920, in which it is stated that the Ukrainian Government "fully accept the rules laid down by the League of Nations concerning our military and naval forces and armaments."

The Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions has prepared no report with reference to the military, naval and air forces and armaments of the Ukrainian Republic. The Council of the League has adopted a resolution regarding the general subject of the military, naval and air forces and armaments of States applying for admission to the League, which is to be placed before the Assembly.

### ANNEX I.

UKRAINIAN DIPLOMATIC MISSION IN THE UNITED KINGDOM,  
75, CORNWALL GARDENS,  
KENSINGTON,  
LONDON, S.W. 7.  
14th April, 1920.

Dear Sir ERIC DRUMMOND,

Herewith I have the honour and pleasure to send you the application for the admission of the Ukraine to the League of Nations.

Yours very truly,

(Signed) A. MARGOLIN.

The Honourable Sir ERIC DRUMMOND, K.C.M.G., C.B.,  
Secretary-General of the League of Nations,  
Sunderland House,  
Curzon Street, W. 1.

[Traduction.]

LONDRES, le 13 avril 1920.

*Mission Diplomatique Ukrainienne auprès du Royaume-Uni  
à la Société des Nations, Londres.*

Conformément à l'article 1<sup>er</sup> du Pacte de la Société des Nations, autorisée par le mandat qui lui a été conféré par le Gouvernement de la République Ukrainienne, que préside M. Siméon Pelloura, et au nom de ce Gouvernement, la Mission Diplomatique Ukrainienne auprès du Royaume-Uni a l'honneur d'adresser à la Société des Nations la demande présentée par la République Ukrainienne, en vue d'être admise au nombre des Membres de la Société des Nations.

A l'appui de cette demande, nous avons l'honneur de présenter un bref exposé historique :

L'Ukraine a été autrefois, et pendant des siècles, un Etat indépendant et souverain, et reconnue comme tel par tous les autres Etats d'Europe. Ce n'est que depuis le quatorzième siècle et au cours des siècles suivants que certains territoires ukrainiens sur la rive droite du Dnieper furent conquis par les Polonais. Toutefois, au dix-septième siècle, l'Hetman Chmelnytsky libéra ces territoires de la domination polonaise et unit à nouveau tous les territoires appartenant à l'Ukraine en Etat indépendant.

En 1654, par le Traité de Perejaslav, l'Ukraine contracta de son plein gré, et en qualité d'Etat souverain et confédéré, une alliance avec la Russie. Par ce traité, elle acceptait seulement le protectorat du Tsar; elle se réservait expressément, par les articles VI et XIV de ce traité, non seulement l'autonomie complète en tout ce qui concernait ses affaires intérieures, le droit d'élire librement ses Hetmans, mais encore le droit d'entretenir des relations internationales et diplomatiques.

Plus tard, l'absolutisme russe réussit à supprimer graduellement toutes ces prérogatives d'indépendance et de souveraineté et à placer l'Ukraine sous le joug russe. Mais cet assujettissement fut réalisé par des moyens illégaux, non seulement en opposition avec tous les droits internationaux et avec ceux de l'humanité, mais aussi contre la volonté du peuple ukrainien, volonté qui se manifesta par divers soulèvements réprimés brutalement par les Tsars.

En avril 1917, après la Révolution russe, le Congrès National Ukrainien élut la Rada Centrale ou Parlement Ukrainien, composée de 813 députés appartenant à tous les partis de l'Ukraine et représentant aussi les minorités nationales en Ukraine (Grands-Russiens, Juifs, Polonais, etc.). Ce Parlement confirma la restauration de l'Etat Ukrainien et proclama la souveraineté de cet Etat par les lois du 7 novembre 1917 et du 9 janvier 1918.

En décembre 1917, la France et l'Angleterre accréditèrent auprès de la République Ukrainienne des représentants diplomatiques, tels que le Général Tabouis et M. Bagge, reconnaissant ainsi la République Ukrainienne.

Le Gouvernement des Soviets de Grande-Russie reconnut également, pour sa part, l'indépendance et la souveraineté de l'Ukraine par le Décret du 4 décembre 1917, publié dans le Journal Officiel (n° 26 de la « Gazeta Vremennogo Rabotschago i Krestjanskago Pravitelstva »). Mais en même temps, il déclara la guerre au Gouvernement Ukrainien, qu'il considérait comme un Gouvernement bourgeois.

Menacée d'invasion par les Bolchéviks, l'Ukraine se vit obligée de conclure, en février 1918, le Traité de Brest-Litovsk.



London, 13th April, 1920.

*Ukrainian Diplomatic Mission in the United Kingdom to the League of Nations, London.*

In accordance with Article I of the Covenant of the League of Nations, and authorised thereto by the mandate of the Government of the Ukrainian Republic, under the presidency of Mr. Simeon Petlioura, and in the name of that Government, the Ukrainian Diplomatic Mission in the United Kingdom has the honour to transmit to the League of Nations the request for admission of the Ukrainian Republic as a Member of the League of Nations.

In support of this request we have the honour to set forth the following brief historical survey:—

The Ukraine was formerly for many centuries an independent and sovereign State, recognised as such by all the other European States. It was only since the XIVth and following centuries that certain Ukrainian territories on the right bank of the Dnieper were conquered by the Poles. In the XVIIIth century, however, the Hetman Chmelnitzky liberated these territories also from the Polish domination and reunited all the Ukrainian lands as one independent State.

In 1654, the Ukraine voluntarily allied herself by the Treaty of Perejaslav with Russia as a sovereign and confederate State, accepting only the protectorate of the Tsar, but expressly reserving, by Articles VI and XIV of this Treaty, not only complete autonomy in its internal affairs, the free election of its Hetmans, but, more than that, the right of international and diplomatic relations.

Later on, Russian absolutism succeeded in gradually annihilating all these prerogatives of independence and sovereignty and bringing the Ukraine under the Russian yoke. But this was done illegally, not only in contravention of all international and human rights, but also against the will of the Ukrainian people, which showed itself by several insurrections, brutally suppressed by the Tsars.

In April, 1917, following the Russian Revolution, the Ukrainian National Congress elected the Central Rada as the Ukrainian Parliament, which was composed of 813 deputies from all the Ukrainian parties and also from all the national minorities (Great Russians, Jews, Poles, etc.). This Parliament confirmed the restoration of the Ukrainian State, and proclaimed the sovereignty of that State by the Acts of 7th November, 1917, and of 9th January, 1918.

In December, 1917, France and England accredited to the Ukrainian Republic certain diplomatic representatives, to wit, General Tebouis and Mr. Bagge, and by this act have recognised the Ukrainian Republic.

The Great Russian Soviet Government for its part also recognised the independence and sovereignty of the Ukraine, by the Decree of 4th December, 1917, published in its official gazette (No. 26 of "Gazeta Vremenogo Robotchago i Krestianakago Pravitelstva"); but at the same time it declared war on the Ukrainian Government, regarding it as a Bourgeois Government.

Threatened by invasion by the Bolsheviki, the Ukraine was constrained to conclude the Treaty of Brest-Litovsk in February, 1918.

En mai 1918, le Gouvernement Russe des Soviets envoya ses représentants à Kiev, pour négocier la paix avec le Gouvernement Ukrainien, et reconnut à nouveau la souveraineté de la République Ukrainienne.

Après le coup d'Etat de l'Etat-Major Général allemand à Kiev, qui prononça la dissolution de la Rada Centrale et imposa au pays l'Hetman Skoropadsky, une fédération de tous les partis ukrainiens se constitua à la fin de 1918 et conféra au Directoire le titre de Gouvernement Provisoire.

Après la chute de l'Hetman Skoropadsky et de ses partisans, le Directoire convoqua à Kiev, en janvier 1919, le Congrès National des représentants des paysans et ouvriers de l'Ukraine, qui confirma les pouvoirs du Directoire.

Malgré les invasions successives de l'Ukraine par les Bolchévika russes, d'une part, et par les volontaires de Denikine, d'autre part, toute la population ukrainienne a toujours reconnu et reconnaît toujours le Gouvernement établi sous la présidence de S. Petloura (Président du Directoire) comme son Gouvernement national.

En tout cas, la population ukrainienne a manifesté d'une façon frappante, par les faits mentionnés plus haut aussi bien que par le sang qu'elle a répandu dans ses combats acharnés contre les Bolchévika russes et contre les volontaires russes de Denikine, sa ferme volonté d'être et de demeurer un Etat souverain.

Sauf la partie de son territoire occupée à présent par les Bolchévika russes, l'Etat ukrainien se gouverne librement, possède son armée et ses représentants diplomatiques.

Considérant que le peuple ukrainien doit son affranchissement du joug de l'absolutisme et la renaissance de sa souveraineté aux idées qui sont à l'origine et forment la base même de l'existence de la Société des Nations, la Mission Diplomatique Ukrainienne auprès du Royaume-Uni déclare solennellement, au nom du Gouvernement Ukrainien, l'intention sincère de l'Ukraine d'observer tous les engagements internationaux, de même que, au nom de l'Ukraine, nous acceptons pleinement le règlement établi par la Société des Nations en ce qui concerne nos forces et nos armements militaires et navals.

(Signé) A. MARGOLIN,  
Chef de la Mission.

## ANNEXE II.

### LISTE DES PIÈCES DÉPOSÉES AUX ARCHIVES DU SECRÉTARIAT ET RELATIVES A LA DEMANDE D'ADMISSION DE LA RÉPUBLIQUE UKRAINIENNE DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

1. Note de la Délégation Ukrainienne, à Paris, adressée au Secrétaire Général de la Société, en date du 15 août 1919, transmettant un exemplaire du « Mémoire sur l'Indépendance de l'Ukraine » et déclarant que la Délégation Ukrainienne a demandé à la Conférence de la Paix de procéder à la reconnaissance de la République Ukrainienne et à son admission dans la Société des Nations.

2. Note du Secrétaire Général à la Délégation Ukrainienne, à Paris, en date du 9 septembre 1919, accusant réception de l'envoi ci-dessus.

3. Note de la Délégation Ukrainienne, à Paris, au Secrétaire Général, en date du 13 septembre 1919, transmettant un second exemplaire du Mémoire.

In May, 1918, the Russian Soviet Government sent its representatives to Kiev in order to negotiate peace with the Ukrainian Government, and recognised anew the sovereignty of the Ukrainian Republic.

After the *coup d'état* of the German General-Staff at Kiev, which dissolved the Central Rada and imposed on the country the Hetman Skoropadsky, a federation of all the Ukrainian parties was formed at the end of 1918, and it instituted the Directory as a Provisional Government.

After the fall of the Hetman Skoropadsky and of his supporters, the Directory, convoked at Kiev, in January, 1919, the National Congress of representatives of the peasants and workmen of the Ukraine, which confirmed the Directory in its powers.

Despite the successive invasions of the Ukraine by the Russian Bolsheviks, on the one hand, and by the Russian Volunteers of Denikin, on the other hand, the entire Ukrainian population has and does always recognise the Government under the presidency of S. Petloura (President of the Directory) as its national Government.

In any case, the entire Ukrainian population has strikingly shown by the aforementioned facts, as well as by the sacrifices of blood in its bitter combats against the Russian Bolsheviks and against the Russian Volunteers of Denikin, its steadfast will to be, and to remain, a sovereign State.

Except for that part of its territory now occupied by the Russian Bolsheviks, the Ukrainian State governs itself freely, possesses its own army and its diplomatic representatives.

Seeing that the Ukrainian people owe their liberation from the yoke of absolutism and the re-birth of their sovereignty to the ideas which are the origin and form the basis of the very existence of the League of Nations, the Ukrainian Diplomatic Mission in the United Kingdom, on behalf of the Ukrainian Government, solemnly makes this declaration of the sincere intention of the Ukrainians to observe all international engagements, even as we, on behalf of the Ukraine, fully accept the rules laid down by the League of Nations concerning our military and naval forces and armaments.

(Signed) A. MARGOLIN,

*Chief of the Mission.*

---

## ANNEX II.

### LIST OF DOCUMENTS IN THE ARCHIVES OF THE SECRETARIAT, RELATING TO THE APPLICATION OF THE UKRAINIAN REPUBLIC FOR ADMISSION TO THE LEAGUE OF NATIONS.

1. Note from the Ukrainian Delegation at Paris to the Secretary-General of the League, dated August 15, 1919, transmitting a copy of the "Mémoire sur l'Indépendance de l'Ukraine", and stating that the Ukrainian Delegation had asked the Peace Conference for recognition of the Ukrainian Republic and for its admission to the League of Nations.

2. Note from the Secretary-General to the Ukrainian Delegation at Paris, dated Sept. 9, 1919, acknowledging the receipt of the above communication.

3. Note from the Ukrainian Delegation at Paris to the Secretary-General, dated September 13, 1919, transmitting a second copy of the Mémoire.

4. Note du Secrétaire Général à la Délégation Ukrainienne, à Paris, datée du 19 septembre 1919, accusant réception du précédent envoi.

5. Note émanant de la Mission Diplomatique Ukrainienne, à Londres, adressée au « Président de la Société des Nations » en date du 11 février 1920, transmettant un Mémoire demandant à la Société des Nations d'accorder son aide à la République Ukrainienne (Document du Conseil J).

6. Note de la Mission Diplomatique Ukrainienne, à Londres, adressée au Secrétaire Général, en date du 25 février 1920, et renfermant un Mémoire adressé à la Société des Nations, par lequel la République Ukrainienne demande à être admise dans la Société des Nations.

7. Note du Secrétaire Général à la Mission Diplomatique Ukrainienne, à Londres, datée du 4 mars 1920, accusant réception des deux envois précédents, et attirant l'attention des autorités Ukrainiennes sur les conditions imposées par le paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> du Pacte, pour l'admission dans la Société des Nations.

8. Note verbale du Secrétaire Général, adressée à la Mission Diplomatique Ukrainienne, à Londres, en date du 8 mars 1920, et renfermant un exemplaire du Pacte de la Société des Nations.

9. Mémoire émanant du Secrétaire Général, en date du 5 avril 1920, et relatif à une conversation avec les membres de la Mission Diplomatique Ukrainienne, à Londres, au sujet d'une demande officielle de la République Ukrainienne, en vue de son admission dans la Société des Nations.

10. Note adressée au Secrétaire Général, par la Mission Diplomatique Ukrainienne à Londres, en date du 14 avril 1920, afin de transmettre la demande officielle d'admission de la République Ukrainienne, dans la Société des Nations, demandée datée du 13 avril 1920 (Document de l'Assemblée 5, Annexe du Document du Conseil 7).

11. Note du Secrétaire Général à la Mission Diplomatique Ukrainienne, à Londres, en date du 20 avril 1920, accusant réception de l'envoi ci-dessus.

12. Note de la Mission Diplomatique Ukrainienne, à Londres, adressée au Secrétaire Général, en date du 19 octobre 1920, transmettant des renseignements au sujet de l'indépendance de la République Ukrainienne, et de sa reconnaissance par les autres Etats, en même temps que certaines pièces certifiées conformes.

13. Note de la Mission Diplomatique Ukrainienne, à Londres, adressée au Secrétaire Général, en date du 25 octobre 1920, transmettant un Mémoire sur la situation politique de la République Ukrainienne, relativement à la demande d'admission dans la Société des Nations.

14. Note de la Mission Diplomatique Ukrainienne, à Londres, adressée au Secrétaire Général, transmettant certaines pièces certifiées conformes et relatives à l'indépendance de l'Ukraine et à sa reconnaissance par d'autres Etats.

15. Note du Secrétaire Général à la Mission Diplomatique Ukrainienne, à Londres, en date du 1<sup>er</sup> novembre 1920, accusant réception du précédent envoi.

4. Note from the Secretary-General to the Ukrainian Delegation at Paris dated September 19, 1919, acknowledging the receipt of the above communication.

5. Note from the Ukrainian Diplomatic Mission at London to the "President of the League of Nations", dated February 11, 1920, transmitting a memorandum asking for aid for the Ukrainian Republic from the League of Nations. (Council Document J).

6. Note from the Ukrainian Diplomatic Mission at London, to the Secretary-General, dated February 25, 1920, enclosing a memorandum addressed to the League of Nations, in which it was asked that the Ukrainian Republic be included in the League.

7. Note from the Secretary-General to the Ukrainian Diplomatic Mission at London, dated March 4, 1920, acknowledging the receipt of the above two communications, and drawing the attention of the Ukrainian authorities to the requirements with respect to admission to the League, imposed by Paragraph 2 of Article 1 of the Covenant.

8. Note Verbale from the Secretary-General to the Ukrainian Diplomatic Mission at London, dated March 8, 1920, enclosing a copy of the Covenant of the League.

9. Memorandum by the Secretary-General, dated April 5, 1920, regarding a conversation with members of the Ukrainian Diplomatic Mission at London, concerning a formal application by the Ukrainian Republic for admission to the League.

10. Note from the Ukrainian Diplomatic Mission at London to the Secretary-General, dated April 14, 1920, transmitting the formal application of the Ukrainian Republic for admission to the League of Nations, dated April 13, 1920. (Assembly Document 5, Annex to Council Document 7).

11. Note from the Secretary-General to the Ukrainian Diplomatic Mission at London, dated April 20, 1920, acknowledging the receipt of the above communication.

12. Note from the Ukrainian Diplomatic Mission at London to the Secretary-General, dated October 19, 1920, transmitting information concerning the independence of the Ukrainian Republic, and its recognition by other States, together with certain authenticated documents.

13. Note from the Ukrainian Diplomatic Mission at London to the Secretary-General, dated October 25, 1920, transmitting a memorandum on the political situation of the Ukrainian Republic, in connection with its application for admission to the League.

14. Note from the Ukrainian Diplomatic Mission at London to the Secretary-General, transmitting certain authenticated documents regarding the independence of the Ukrainian Republic and its recognition by other States.

15. Note from the Secretary-General to the Ukrainian Diplomatic Mission at London, dated November 1, 1920, acknowledging the receipt of the above communication.

---

## ANNEXE III

### TROISIÈME UNIVERSAL

(Introduction et Premier Paragraphe)

PEUPLE UKRAÏNIEN !

La République Russe passe par une époque pénible. Au Nord, dans la capitale, éclata la guerre fratricide sanglante. Le Gouvernement Central n'existe plus et l'anarchie, le désordre et la ruine règnent dans tout le pays.

Aussi notre pays est en danger. Sans un gouvernement ferme, puissant et populaire, l'Ukraine sera exposée au massacre, à la ruine et à l'anarchie.

PEUPLE UKRAÏNIEN !

En commun avec les autres peuples frères de l'Ukraine, tu nous as mis à la défense de tes droits acquis dans une lutte, à la création de l'ordre et de l'organisation de la vie normale sur notre terre. Et nous, la Rada Centrale Ukrainienne, par la volonté, au nom de l'établissement de l'ordre dans notre pays, et dans le but de secourir toute la Russie, nous proclamons :

DÈS AUJOURD'HUI L'UKRAÏNE DEVIENT UNE RÉPUBLIQUE INDÉPENDANTE

Ne nous séparant pas de la République Russe et conservant son unité, nous nous organiserons fermement dans notre pays, afin d'aider par nos forces la République Russe à devenir la fédération des peuples libres et égaux.

Jusqu'à l'appel de l'Assemblée Constituante, tout le pouvoir d'organiser notre Etat, de voter les lois et de gouverner nous appartient à nous, la Rada Centrale Ukrainienne, et à notre Gouvernement, le Secrétariat Général de l'Ukraine.

Ayant le plein pouvoir pour gouverner notre pays, nous pourrions nous mettre à la défense des droits et de la Révolution, non seulement de notre pays, mais aussi de toute la Russie.

Ainsi nous proclamons :

La République Ukrainienne comprend les territoires dont la majorité de la population est ukrainienne : les provinces de Kiev, de la Podolie, de la Volhynie, de Chernigov, de Poltava, de Kharkov, de Katherinoslav, de Kherson et la Tauride (sans Crimée). En ce qui concerne l'établissement définitif des frontières ukrainiennes, comme, par exemple, l'annexion de certaines parties de la province de Karsk, de Kholm et de Voroniej, ainsi que des régions et des provinces voisines, où la majorité de la population est ukrainienne, cette question sera résolue conformément au désir de cette population.

*Kiev, le 7/20 novembre 1917.*

La traduction authentique de l'original ukrainien est certifiée par la Mission Diplomatique de l'Ukraine.

*Londres, le 19 octobre 1920.*

LE SECRÉTAIRE.



ANNEX III

THIRD UNIVERSAL

(Introduction and First Paragraph)

PEOPLE OF THE UKRAINE!

The Russian Republic is passing through an evil period. In the north, in the capital, there broke out a bloody and fratricidal war. The Central Government no longer exists, and anarchy and disorder and ruin reign through all the land.

Hence our country is in danger and without a firm, powerful and popular Government the Ukraine will be exposed to massacres, to ruin and to anarchy.

PEOPLE OF THE UKRAINE!

In common with the other kindred peoples of the Ukraine, you have entrusted us with the defence of the rights you acquired after a hard struggle, with the established order, and with the organisation of a normal life in our land. And we, the Central Ukrainian Rada, in accordance with your will, in the name of the establishment of order in our country, and with a view to helping the whole of Russia, do proclaim :

FROM THIS DAY FORTH THE UKRAINE IS AN INDEPENDENT REPUBLIC.

We are not separating ourselves from the Russian Republic, but we maintain its unity; we shall organise ourselves solidly within our own country so as to be able, with what strength we have, to help the Russian Republic to become a federation of free and equal peoples. Until the Constituent Assembly is summoned, all the authority for organising our State, the power of voting laws and of governing ourselves belongs to us, the Central Ukrainian Rada, and to our Government — the Secretariat-General of the Ukraine. Since we have the full power for governing our country, we shall be able to undertake the defence of the rights and of the revolution not only of our own country but also of all Russia.

Thus we proclaim.

The Ukrainian Republic includes all territories the majority of whose population is Ukrainian; the provinces of Kieff, of Podolia, of Volhynia, of Chernigov, of Peltava, of Kharhov, of Katherinoslav, of Kherson, and of the Tauride (without the Crimea). With regard to the definite establishment of the Ukrainian frontiers, as, for instance, the annexation of certain parts of the provinces of Kursk, of Kholm and of Voronieï, as well as the districts of the neighbouring provinces where the majority of the population is Ukrainian, this question will be decided in accordance with the desires of these populations.

*Kieff, 7/20th November, 1917.*

The authentic translation of the original Ukrainian is certified by the Ukrainian Diplomatic Mission.

*London, 19th October, 1920.*

SECRETARY.

## PROCLAMATION DE L'INDÉPENDANCE DE L'UKRAÏNE QUATRIÈME UNIVERSAL

PEUPLE UKRAÏNIEN !

Par ta force, par ta volonté, par ta parole, une libre République démocratique vient de se créer sur la terre ukrainienne. L'ancien rêve de tes aïeux, qui ont lutté pour la liberté et pour le droit des travailleurs, s'est réalisé.

Mais la liberté de l'Ukraine renaît à une heure terrible. Quatre années d'une guerre cruelle ont affaibli notre pays et notre peuple. Les fabriques ne travaillent plus, les usines sont arrêtées, les voies ferrées sont détériorées. Les valeurs tombent, les récoltes de blé diminuent, la famine approche. Des bandes de pillards et d'assassins surgissent et se répandent dans le pays, depuis surtout que l'armée russe se retire du front, propageant dans nos riantes campagnes le meurtre, l'effroi et la désorganisation.

C'est pour cette raison que les élections à l'Assemblée Constituante Ukrainienne n'ont pu avoir lieu à l'époque fixée par notre précédent Universal, et cette Assemblée, qui devrait se réunir aujourd'hui, ne peut avoir lieu ni recevoir de nos mains les pleins pouvoirs provisoires nécessaires pour remettre l'ordre dans notre République démocratique et organiser un nouveau Gouvernement.

Cependant, le Gouvernement des Commissaires nationaux de Petrograd, pour soumettre à sa volonté la libre République Ukrainienne, lui a déclaré la guerre et envoie sur nos terres ses forces — la garde rouge, — les bolcheviks qui pillent tout le blé de nos paysans, sans en excepter celui prélevé pour les encasementements, et l'importent en Russie sans le payer, qui tuent les gens inoffensifs et sèment partout l'anarchie, le carnage et le désordre.

Nous, Rada Centrale Ukrainienne, nous prenons toute mesure pour empêcher cette guerre entre deux peuples frères, mais le Gouvernement de Petrograd ne nous imite pas et continue une lutte sanglante contre notre peuple et notre République.

D'autre part, les commissaires nationaux de ce même Gouvernement de Petrograd commencent à faire traîner en longueur la conclusion de la paix, et appellent les peuples à une guerre nouvelle, donnant au surplus à celle-ci le nom de « Guerre sacrée ». Le sang va donc encore couler, les malheureux travailleurs seront donc encore obligés de faire le sacrifice de ce qu'ils ont de plus cher, de leur vie.

Nous, Rada Centrale Ukrainienne, élus par le Congrès des Paysans, des Ouvriers et des Soldats de l'Ukraine, nous ne pouvons y consentir d'aucune façon, et nous ne soutiendrons plus aucune guerre. Le peuple ukrainien désire la paix : la paix démocratique doit venir le plus tôt possible.

Mais, pour que ni le Gouvernement Russe, ni tout autre Gouvernement ne mettent point d'obstacles à ce que l'Ukraine obtienne cette paix, tant désirée, et nécessaire pour le retour à l'ordre, à un travail productif et à l'affermissement de notre révolution et de notre liberté, nous, Rada Centrale Ukrainienne, annonçons à tous les citoyens de l'Ukraine :

DORÉNAVANT LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE UKRAÏNIENNE  
DEVIENT UN ÉTAT INDÉPENDANT LIBRE ET SOUVERAIN  
ET NE RELEVANT D'AUCUN AUTRE.

## PROCLAMATION OF THE INDEPENDENCE OF UKRAINIA

### FOURTH UNIVERSAL

PEOPLE OF UKRAINIA!

By your strength, by your will, and by your word, a free democratic Republic has just been created on Ukrainian soil. The dream of your ancestors who have striven for liberty and for the rights of the working-classes has been realized.

But the liberty of Ukraina has been re-born at a time of terror. Four years of a cruel war have weakened our country and our people; the factories are no longer working, the mills have stopped, the railways are deteriorated: values are depreciating; the grain harvest is diminishing, famine is at the doors. Bands of robbers and murderers have made their appearance and are prowling about the country, especially since the Russian army has retired from the front, spreading throughout our smiling country-side, murder, rapine and terror.

It is for this reason that the elections for the Ukrainian Constituent Assembly could not take place at the date decreed in our last Universal; and this Assembly which was to have met to-day cannot meet or receive at our hands the full provisional powers which are necessary to re-establish order in our Democratic Republic and to organise a new Government.

Nevertheless the Government of National Commissaries of Petrograd has declared war on us in order to subdue the free Ukrainian Republic to its will, and is sending into our country its armies — the Red Guards, — the Bolsheviks who loot all the corn supplies of our peasants, without even sparing the seed corn, and carry it off into Russia without payment; who kill innocent people, and spread anarchy, carnage and disorder, wherever they go.

We, the Central Ukrainian Rada, have made every possible effort to put a stop to this war between two kindred nations, but the Government of Petrograd has not followed our example and is continuing a bloody struggle against our people and our Republic.

On the other hand the National Commissaries of this same Government are beginning to delay the conclusion of peace, and are summoning the nations to a new war, which they do not scruple to call a "Sacred War." And so blood must go on flowing and the unfortunate workers must again sacrifice their lives and all that is dearest to them.

We, the Central Ukrainian Rada, elected by the Congress of Peasants, Workmen and Soldiers of Ukraina can give no kind of consent to these proceedings, we will give no support to any war. The Ukrainian people desires peace. A democratic peace must be concluded as soon as possible.

But in order that neither the Russian Government, nor any other Government shall put obstacles in the way of Ukrainian obtaining this peace — which is so much desired and so necessary for the return of order and productive labour, and for the confirmation of our revolution and our liberties — we, the Ukrainian Central Rada, announce to the citizens of Ukraina that:

HENCEFORTH THE DEMOCRATIC UKRAINIAN REPUBLIC IS A FREE AND INDEPENDENT SOVEREIGN STATE, AND IS NOT SUBJECT TO ANY OTHER.

Nous voulons vivre amicalement et dans une entente cordiale avec tous les Etats voisins, la Russie, la Pologne, l'Autriche, la Roumanie, la Turquie et les autres, mais aucun d'eux ne peut intervenir dans la vie de la République Ukrainienne indépendante. Le pouvoir n'y appartiendra qu'au peuple ukrainien, au nom duquel, jusqu'à l'appel de l'Assemblée Constituante, nous gouvernerons, nous Rada Centrale Ukrainienne, représentant le peuple des paysans, des ouvriers et des soldats, et l'organe exécutif, qui désormais s'appellera Rada des Ministres Nationaux.

Tout d'abord, nous ordonnons au Gouvernement de notre République, à la Rada des Ministres Nationaux, de reprendre en pleine indépendance, dès aujourd'hui, avec les Puissances Centrales, les négociations de paix déjà commencées, de les mener à une bonne fin, sans tenir compte des obstacles suscités par certaines autres parties de l'Ancien Empire Russe, et d'établir enfin un accord afin que notre pays puisse commencer sa vie économique dans la paix et la tranquillité.

Quant aux soi-disant bolchéviki, et autres malfaitours qui pillent et ruinent notre pays, nous ordonnons au Gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne de les combattre fermement et résolument, et nous appelons tous les citoyens de notre République à la défense de notre République, à la défense du bien-être et de la liberté de notre peuple au péril de leur propre vie. La République Démocratique Ukrainienne doit être libérée des violateurs envoyés par Petrograd, qui foulent sous leurs pieds les droits du peuple ukrainien.

La guerre, pénible au delà de toute mesure, commencée par les Gouvernements bourgeois, a fait profondément souffrir notre peuple; elle a dévasté notre pays et détruit son bien-être. A tout cela fin doit être mise.

Au moment de la démobilisation de l'armée, nous ordonnons de donner congé aux militaires et, après la ratification du Traité de Paix, de licencier complètement l'armée actuelle et de former une milice nationale pour la défense du peuple travailleur et non des désirs des classes dites dirigeantes.

Les endroits ruinés par la guerre et la démobilisation doivent être restaurés avec l'aide et le concours du Trésor de l'Etat.

Quand nos soldats seront rentrés dans leurs foyers, les Radas Nationales, les Doumas communales, cantonales et municipales devront être réélues dans un délai à fixer, afin qu'elles puissent y prendre part. Cependant, pour organiser un pouvoir local digne de confiance et soutenu par toutes les classes démocratiques révolutionnaires du pays, le Gouvernement doit faire appel à la collaboration des Radas, des députés, des ouvriers, des paysans et des soldats élus entre les autochtones.

Quant aux questions agraires, la commission élue dans la dernière session de la Rada Centrale a déjà élaboré la loi de transfert de la terre au peuple travailleur sans rachat, mettant en principe l'annulation du droit de propriété, et la socialisation de la terre, conformément à notre décret de la septième session.

Cette loi sera revue prochainement au cours de la session plénière de la Rada Centrale, et la Rada des Ministres fera tout son possible pour que les travailleurs reçoivent la terre, par les soins des Comités agricoles, avant l'époque des semailles du printemps.

Les forêts, les eaux, les terres et les richesses minérales seront mises à la disposition du Gouvernement de la République Ukrainienne Nationale, comme bien de tout le peuple travailleur ukrainien.

We wish to live on friendly terms and in good relations with all the neighbouring States, Russia, Poland, Austria, Roumania, Turkey and the others; but none of them may intervene in the affairs of the independent Ukrainian Republic. All power will be in the hands of the Ukrainian People in the name of which, until the Constituent Assembly is convened, we shall govern; we, the Central Ukrainian Rada, representing the People, Peasants, Workers and Soldiers, are the central executive organ which will henceforward be called the Rada of National Ministers.

As a first step we order the Government of our Republic and the Rada of National Ministers to resume at once, with complete independence, the peace negotiations which had been already commenced with the Central Powers, and to conduct them to a satisfactory conclusion without taking any account of the obstacles raised by certain other parties of the old Russian Empire, and finally to arrive at an agreement so that our country may commence its economic life in peace and tranquillity.

As for the so-called Bolsheviks and other criminals who are pillaging and ruining our country, we order the Government of the Democratic Ukrainian Republic to oppose them firmly and resolutely, and we summon all the citizens of our Republic to the defence of the welfare of the liberty of our people, whose very lives are threatened. The Ukrainian Democratic Republic must be freed from the robbers sent by Petrograd who are trampling under foot the rights of the Ukrainian people.

This war, grievous beyond all measure, which was commenced by the bourgeois Governments, has caused terrible suffering to our people, it has devastated our country and destroyed its prosperity. All this must cease.

As soon as the army is demobilised, we decree that furlough shall be given to all soldiers, and that when the peace treaty has been ratified, the present army shall be completely disbanded, and that a national militia shall be formed for the defence of the workers, not for the gratification of the so-called governing classes.

The districts ruined by the war and by demobilisation must be restored with the assistance and co-operation of the State funds.

When our soldiers have returned to their homes, the National Radas, the communal, cantonal, and municipal dumas must be re-elected within a time limit which must be laid down so that the ex-soldiers can participate in the elections. Nevertheless, in order to organise a local authority worthy of confidence and support by all the democratic revolutionary classes of the country, the Government must appeal for the co-operation in this work of the Radas, and of the representatives of the workers, peasants and soldiers elected from the natives of the country.

As regards agrarian questions the commission elected at the last session of the Central Rada has already drawn up a law for transferring land to the working classes without purchase, starting from the principle of the abolition of the rights of property and the socialisation of land, in accordance with our decree of the Seventh Session.

This law will shortly be reconsidered at the Plenary Session of the Central Rada, and the Ministerial Rada will do its utmost to see that the workmen receive the land through the action of the agricultural committees before seed-time next spring.

The forests, waters, lands and mineral resources shall be placed at the disposal of the National Ukrainian Republic as the property of the whole Ukrainian working population.

La guerre avait également absorbé toutes les forces productives et ouvrières de notre pays.

La plupart des usines, des fabriques et des ateliers ne travaillaient que pour la guerre et le peuple est resté sans objets manufacturés, la guerre est désormais finie.

C'est pourquoi nous prescrivons à la Rada des Ministres Nationaux de remettre les usines et les fabriques en leur état normal du temps de paix et de commencer la fabrication des produits indispensables aux masses ouvrières.

Cette même guerre a livré au chômage des centaines d'ouvriers et fait beaucoup d'invalides. Dans la République Indépendante Démocratique Ukrainienne, pas un travailleur ne doit souffrir. Le Gouvernement de la République se tient pour obligé de relever l'industrie de l'Etat, de commencer un travail de construction dans toutes les directions, afin que tous les chômeurs puissent trouver un emploi de leurs forces, et de prendre toutes les mesures pour que les invalides de la guerre aient leur avenir garanti.

Sous l'ancien régime, les commerçants et leurs intermédiaires s'étaient emparés de l'industrie et s'enrichissaient aux dépens des classes pauvres, qu'ils exploitaient.

Dès aujourd'hui, la République Démocratique Ukrainienne prendra en mains les entreprises les plus importantes et emploiera tous leurs revenus pour le plus grand bien du peuple. Notre Gouvernement contrôlera lui-même l'importation et l'exportation des marchandises, afin d'éviter la cherté de la vie qui, par la faute des spéculateurs, cause des souffrances aux classes les plus pauvres.

Nous prescrivons, en outre, au Gouvernement de la République d'élaborer et de présenter à notre sanction les lois sur les monopoles du fer, du charbon, des cuirs, du tabac et d'autres produits qui donnaient le plus de profit aux classes inactives, au détriment des classes ouvrières.

Nous prescrivons de même de soumettre au contrôle de l'Etat et du peuple toutes les banques qui, ouvrant des crédits aux masses oisives, leur facilitaient l'exploitation des classes ouvrières.

Désormais, le crédit des banques ne sera ouvert, par excellence, que pour soutenir la population ouvrière et développer les forces productives de la République Démocratique de l'Ukraine, et non pour favoriser les spéculations de toutes sortes.

Par suite du désordre, de l'insécurité de la vie et du manque de vivres, le mécontentement de certaines parties de la population a grandi. Ce mécontentement est exploité par des éléments suspects qui excitent les inconscients en faveur de l'ancien régime. Ces éléments suspects et contre-révolutionnaires désirent remettre tous les peuples libres sous un seul joug impérial, le joug de la Russie.

La Rada des Ministres Nationaux doit combattre impitoyablement toutes les forces contre-révolutionnaires et livrer quiconque fera appel au peuple pour le rétablissement de l'ancien régime et l'insoumission à la République souveraine du peuple ukrainien, au châtiment dû au crime de haute trahison.

Toutes les libertés proclamées par le Troisième Universel, la Rada Centrale de l'Ukraine les confirme et, de plus, déclare que, dans la République indépendante de l'Ukraine, toutes les nations jouissent du droit de l'autonomie nationale personnelle reconnue par la loi du 9 janvier.



The war had also exhausted the whole productive and labour resources of our country.

The majority of the factories, mills, and workshops were exclusively used on war work, and the people were left without manufactured articles. The war is now at an end.

It is for this reason that we called upon the Rada of National Ministers to restore the works and factories to their normal peace conditions and to commence the manufacture of articles which are necessities for the masses of the working class.

Another effect of the war has been to throw hundreds of workmen out of employment and to make many of them invalids. In the Independent Democratic Ukrainian Republic no single worker must suffer. The Government of the Republic recognises its duty to restore the industries of the State, to commence constructive works everywhere, so that all the unemployed workmen may find occupation, and to take necessary steps to ensure that those whose health has been affected through the war shall have their future guaranteed.

Under the old regime the merchants and their agents had got control of our industries, and were growing rich at the expense of the poorer classes, whom they were exploiting.

Henceforth the Democratic Ukrainian Republic will itself undertake the more important enterprises and will employ the whole of their proceeds in the way most beneficial to the people. Our Government will itself control the importation and export of goods in order to avoid the rise in prices, which is the fault of speculators, and which causes so much suffering to the poorest classes.

We, therefore, instruct the Republic and Government to draw up and submit for our approval laws regarding the monopolies of iron, coal, leather, tobacco and other articles which were the chief source of gain to the idle class to the detriment of the working classes.

We further instruct the Government to place under the control of the State and of the People all the banks which, by opening credits for the leisured classes, afforded them the means of exploiting the working classes.

Henceforward credits will only be opened at banks in order, primarily, to support the working population, and to develop the productive energies of the Ukrainian Democratic Republic, and not to facilitate all kinds of speculation.

As a result of the disorder, the insecurity of life and the lack of food, the discontent of certain portions of the population has increased. This discontent is being exploited by evilly disposed persons who stir up ignorant citizens in favour of the old regime. These evilly disposed persons and counter-revolutionaries would like to bring free peoples once more under an imperial yoke like the — yoke of Russia.

The Rada of National Ministers must relentlessly oppose all the counter-revolutionary elements and must stand over, for the punishment meted out to traitors, any persons who shall agitate for the restoration of the old regime or incite the people to insubordination against the Sovereign Republic of the Ukrainian People.

The Central Rada of Ukraine confirms all the liberties proclaimed by the Third Universal, and further declares that in the Independent Republic of Ukraine all nationalities enjoy the right of individual national autonomy which was recognised by the law of January 9th.

Tout ce qui a été énuméré dans l'Universal et ce que nous, Rada Centrale, n'aurons pas le temps d'accomplir, sera fait prochainement, corrigé et mis en ordre définitif par l'Assemblée Constituante de l'Ukraine.

Nous appelons tous nos citoyens à procéder aux élections avec le plus de zèle possible, afin que notre Assemblée Constituante — maîtresse souveraine de notre pays — puisse se réunir et sanctionner la liberté, le régime nouveau et la prospérité du peuple par la Constitution de notre République Démocratique Ukrainienne, dont le but sera d'obtenir le bien de tout le peuple travailleur dans le présent et dans l'avenir.

Cet organe supérieur aura le pouvoir de résoudre le problème du lien fédératif avec les autres Républiques démocratiques de l'ancien Empire Russe.

Nous faisons appel à tous les citoyens de la République souveraine du peuple ukrainien pour veiller à la conservation de la liberté et des droits acquis par notre peuple, et pour défendre de toutes leurs forces leur sort contre tous les ennemis de la République souveraine du peuple, des travailleurs et des paysans de l'Ukraine.

*Kiev, le 9 janvier 1918.*

La traduction authentique de l'original ukrainien est certifiée par la Mission Diplomatique de l'Ukraine.

*Londres, le 19 octobre 1920.*

LE SECRÉTAIRE

#### ANNEXE IV

#### CONVENTION POLITIQUE ENTRE LA POLOGNE ET L'UKRAINE

Le Gouvernement de la République Ukrainienne et le Gouvernement de la République Polonaise étant fermement convaincus du droit incontestable des nations de décider de leurs destinées et de leurs rapports avec leurs voisins, et mus par le désir d'établir les principes d'une coexistence d'amitié et de bon voisinage, de nature à assurer le bien-être et le progrès des deux nations, se sont mis d'accord sur les bases suivantes :

##### I

Reconnaissant le droit de l'Ukraine à la souveraineté sous la forme d'un Etat indépendant dans les frontières septentrionales, orientales et méridionales à décider par les traités de la République Ukrainienne avec les Etats voisins, la République Polonaise reconnaît le Directoire de la République Ukrainienne indépendante, présidée par le Général en Chef de l'Armée Ukrainienne, M. Simon Petlioura, comme le pouvoir suprême de la République Ukrainienne.

*Signé à Varsovie, le 21 avril 1920.*

Les signatures :

*Le Gérant du Ministère  
des Affaires Etrangères de la  
République Ukrainienne,*

A. LIVITZKY.

*Le Gérant du Ministère  
des Affaires Etrangères de la  
République Polonaise,*

JAN DABINSKI.

[Le sceau d'Etat] Pour copie conforme :

*Le Ministre des Affaires Etrangères,  
(Signé) NIKOWSKY.*

Everything which has been set forth in the Universal and which the Central Rada may not have the time to carry out, will be accomplished shortly, amended and finally put in force by the Constituent Assembly of the Ukraine.

We appeal to all our citizens to proceed with the elections with all possible zeal, so that our Constituent Assembly — the sovereign ruler of our country — may meet and give its sanction to the liberties, the new regime, and the prosperity of the people by means of the Constitution of our Democratic Ukrainian Republic whose objects are to secure the welfare of the workers in the present and in the future.

This higher Assembly will have the power to solve the problem of federal associations between our State and the other Democratic Republics of the former Russian Empire.

We appeal to all citizens of the Sovereign Republic of the Ukrainian People to guard the liberties and rights acquired by our people, and to defend them with their whole energy against all enemies of the Sovereign Republic of the People, the Workmen and the Peasants of the Ukraine.

*Kieff, January 9th, 1918.*

Official translation from the original Ukrainian by the Ukrainian Democratic Mission.

*London, October 10th, 1920.*

SECRETARY.

#### ANNEX IV

#### POLITICAL CONVENTION BETWEEN POLAND AND UKRAINE

The Government of the Ukrainian Republic and the Government of the Polish Republic being firmly convinced of the indisputable right of nations to decide their own destinies and their relations with their neighbours, and inspired by a desire to establish a foundation for friendly and neighbourly relations, calculated to ensure the welfare and progress of the two nations, accept the following basis of agreement.

#### I

Recognising the rights of Ukraine to sovereignty, in the form of an independent State, within the northern, eastern and southern frontiers which will be defined by Treaties between the Ukrainian Republic and its neighbouring States, the Polish Republic recognises the Directorate of the Independent Ukrainian Republic under the presidency of Simon Petliura, Commander-in-Chief of the Ukrainian Army, as the supreme authority of the Ukrainian Republic.

*Signed at Warsaw April 21, 1920.*

*(Signed)*

A. LIVITZKY

*Director of the Ministry of Foreign  
Affairs of the Ukrainian  
Republic.*

JAN DABROWSKI.

*Director of the Ministry of Foreign  
Affairs of the Polish  
Republic.*

[The State Seal.] Certified True Copy :

*(Signed) NIKOWSKY, Minister of Foreign Affairs*

ANNEXE V

TRAITÉ DE PAIX ENTRE LA RÉPUBLIQUE DU PEUPLE UKRAÏNIEN, D'UNE PART, ET L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE-HONGRIE, LA BULGARIE ET LA TURQUIE, D'AUTRE PART, CONCLU LE 9 FÉVRIER 1918, A BREST-LITOVSK.

(Préambule et Articles I, II, III, IV seulement.)

Etant donné que le Peuple Ukrainien a, au cours de la présente guerre mondiale, déclaré son indépendance, et qu'il a exprimé le désir d'établir un état de paix entre la République du Peuple Ukrainien et les Puissances actuellement en guerre avec la Russie, les Gouvernements d'Allemagne, d'Autriche Hongrie, de Bulgarie et de Turquie ont résolu de conclure un traité de paix avec le Gouvernement de la République du Peuple Ukrainien. Ils veulent ainsi prendre la première initiative en vue d'une paix mondiale durable, honorable pour tous, qui non seulement mettra fin aux horreurs de la guerre, mais conduira au rétablissement des relations amicales entre les peuples dans les domaines politique, légal, économique et intellectuel.

Les plénipotentiaires des Gouvernements ci-dessus se sont réunis dans ce but à Brest-Litovsk, pour ouvrir les négociations de paix, à savoir :

Pour le Gouvernement de la République du Peuple Ukrainien : M. Alexander Svyryuk, M. Mykola Lubynski et M. Mykola Levytski, membres de la Rada Centrale Ukrainienne.

Pour le Gouvernement Impérial Allemand : Conseiller Impérial Réel et Privé Richard von Kuhlmann, Secrétaire d'Etat pour le Ministère des Affaires Etrangères.

Pour le Gouvernement Impérial et Royal Austro-Hongrois : Conseiller privé de sa Majesté Apostolique Impériale et Royale Ottokar Comte Czernin von und zu Chodenitz, Ministre de la Maison Impériale et Royale, et Ministre des Affaires Etrangères.

Pour le Gouvernement Royal Bulgare : Dr. Vassil Radozalovoff, Président du Conseil des Ministres; l'envoyé d'Andrea Toscheff; l'envoyé M. Ivan Stoyanovitch; le plénipotentiaire militaire, Colonel Peter Gentschov, et Dr. Theodor Anastassoff.

Pour le Gouvernement Impérial Ottoman : Son Altesse le Grand Vizir Talat Pacha; Ahmet Nassimi Bey, Ministre des Affaires Etrangères; Son Altesse Ibrahim Hakki Pacha, et Général de Cavalerie Ahmet Izzet Pacha.

Les plénipotentiaires ci-dessus ayant présenté leurs pleins pouvoirs, reconnus valables, se sont mis d'accord sur les points suivants :

ART. I. — La République du Peuple Ukrainien, d'une part, et l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie, d'autre part, déclarent que l'état de guerre cesse d'exister entre elles. Les parties contractantes sont résolues à vivre désormais en paix et en bonne amitié les unes avec les autres.

ART. II. — 1. En ce qui concerne la République du Peuple Ukrainien, d'une part, et l'Autriche-Hongrie d'autre part, autant que les territoires de ces deux Puissances sont contigus, les frontières existant entre la Monarchie Austro-Hongroise et la Russie avant que la guerre actuelle ait éclaté, seront maintenues.

*(Extract)*

## ANNEX V

TREATY OF PEACE BETWEEN THE UKRAINIAN PEOPLE'S REPUBLIC OF THE ONE PART,  
AND GERMANY, AUSTRIA-HUNGARY, BULGARIA, AND TURKEY OF THE  
OTHER PART, OF FEBRUARY 9, 1918, AT BREST-LITOVSK.

(Preamble and Articles I, II, III and IV only.)

Whereas the Ukrainian People has, in the course of the present world war, declared its independence, and has expressed the desire to establish a state of peace between the Ukrainian People's Republic and the Powers at present at war with Russia, the Governments of Germany, Austria-Hungary, Bulgaria, and Turkey have resolved to conclude a Treaty of Peace with the Government of the Ukrainian People's Republic; they wish in this way to take the first step towards a lasting world peace, honourable for all parties which shall also conduce to the restoration of friendly relations between the peoples in the political, legal, economic, and intellectual spheres.

To this end the Plenipotentiaries of the above-mentioned Governments have met together at Brest-Litovsk for the inception of peace negotiations, viz. :

For the Government of the Ukrainian People's Republic : M. Alexander Svyryuk, M. Mykola Lubynski, and M. Mykola Levytski, members of the Ukrainian Central Rada ;

For the Imperial German Government : Imperial Actual Privy Councillor Richard von Kuhlmann, Secretary of State for the Foreign Office ;

For the Imperial and Royal Joint Austro-Hungarian Government : His Imperial and Royal Apostolic Majesty's Privy Councillor Ottokar Count Czernin von und zu Chudowitz, Minister of the Imperial and Royal House and Minister for Foreign Affairs ;

For the Royal Bulgarian Government : Dr. Vassil Radoslavoff, President of the Council of Ministers ; the Envoy of Andrea Tscheff ; the Envoy M. Ivan Stoyanovitch ; the Military Plenipotentiary, Colonel Peter Gentshov, and Dr. Theodor Anastassoff ;

For the Imperial Ottoman Government : His Highness the Grand Vizier, Talaat Pasha ; Ahmet Nessim Bey, Minister for Foreign Affairs ; His Highness Ibrahim Hakkı Pasha, and General of Cavalry, Ahmet Izzet Pasha ;

The above-mentioned Plenipotentiaries, having presented their full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed upon the following points :

ARTICLE I. — The Ukrainian People's Republic of the one part, and Germany, Austria-Hungary, Bulgaria and Turkey of the other part, declare that the state of war between them is at an end. The contracting parties are resolved henceforth to live in peace and amity with one another.

ARTICLE II. — 1. As between the Ukrainian People's Republic of the one part, and Austria-Hungary of the other part, in so far as these two Powers border upon one another, the frontiers which existed between the Austro-Hungarian Monarchy and Russia prior to the out break of the present war will be preserved.

2. Plus au Nord, la frontière de la République du Peuple Ukrainien, à partir de Tarnograd, suivra en général la ligne de Bilgoray, Szczepieszan, Krasnostav, Pugashov, Radzin, Miedzyzheche, Sarnaki, Melnik, Wysokie-Litovsk, Kamieniec-Litovsk, Prujany et le lac de Vygonovsk. Cette frontière sera délimitée par une commission mixte, qui tiendra compte de la situation ethnographique et de la volonté des habitants.

3. Au cas où la République du Peuple Ukrainien aurait des frontières communes avec une autre des Puissances de la Quadruple Alliance, des accords particuliers pourront être conclus ultérieurement à ce sujet.

ART. III. — L'évacuation des territoires occupés commencera immédiatement après la ratification du présent Traité de Paix.

La méthode suivant laquelle s'effectueront l'évacuation et le transfert des territoires évacués, sera fixée par les plénipotentiaires des parties intéressées.

ART. IV. — Les relations consulaires et diplomatiques entre les parties contractantes commenceront immédiatement après la ratification du Traité de Paix.

La réglementation relative à l'admission des Consuls en nombre aussi grand que possible, est ajournée jusqu'à l'intervention d'accords spéciaux à ce sujet.

Je, soussigné, certifie la présente traduction conforme à l'original ukrainien.

MISSION DIPLOMATIQUE UKRAÏNIENNE,

Londres, le 19 octobre 1920.

(Signé) M. WISHNITZ  
Secrétaire.

## ANNEXE VI

### DEUX DOCUMENTS DU GOUVERNEMENT SOVIÉTISTE RUSSE RECONNAISSANT L'INDÉPENDANCE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE UKRAÏNIENNE EN 1917 ET 1918

*Note adressée à la Rada Centrale Ukrainienne par le Conseil des Commissaires du Peuple, concernant la reconnaissance par ce dernier de l'indépendance de la République démocratique Ukrainienne et ultimatum proposé à la Rada Centrale au sujet de son activité contre-révolutionnaire.*

« Prenant en considération le lien fraternel et la communauté des intérêts des classes ouvrières dans leur lutte pour la réalisation du socialisme, ainsi que les principes proclamés constamment par les résolutions des organisations de la démocratie révolutionnaire — les Soviets — et par le II<sup>e</sup> Congrès Général des Soviets Russes — le Gouvernement Socialiste Russe — le Conseil des Commissaires du Peuple reconnaît encore une fois le droit de la disposition libre de toutes les nations opprimées par le Tsarisme et la bourgeoisie russe, même jusqu'à la séparation de ces nations de la Russie.



2. Further north, the frontier of the Ukrainian People's Republic, starting at Ternograd, will in general follow the line Bilgoray, Szczepieszan, Krasnostav, Pugoshev, Radzin, Miodzyzheche, Sarnaki, Melnik, Vysokie-Litovsk, Kameniec-Litovsk, Prujany, and Vygonovsk Lake. This frontier will be delimited in detail by a mixed commission, according to the ethnographical conditions and after taking the wishes of the inhabitants into consideration.

3. In the event of the Ukrainian People's Republic having boundaries co terminous with those of another of the Powers of the Quadruple Alliance, special Agreements may be come to thereupon at a later date.

ARTICLE III. — The evacuation of the occupied territories shall begin immediately after the ratification of the present Treaty of Peace.

The manner of carrying out the evacuation and the transfer of the evacuated territories shall be determined by the Plenipotentiaries of the interested parties.

ARTICLE IV. — Diplomatic and consular relations between the contracting parties shall commence immediately after the ratification of the Treaty of Peace.

Provision for the admission of consuls on the widest scale possible is held over for special agreements.

It is hereby certified that the above is a correct translation from Ukrainian original.

UKRAINIAN DIPLOMATIC MISSION,

London, October 19th. 1920.

(Signed) M. VISHNITZ.

Secretary.

#### ANNEX VI

#### TWO DOCUMENTS OF THE RUSSIAN SOVIET GOVERNMENT RECOGNISING THE INDEPENDENCE OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF UKRAINIA IN 1917 AND 1918

*Note addressed to the Central Ukrainian Rada by the Council of People's Commissaries relating to the recognition by the latter of the independence of the Democratic Republic of Ukrainia, and the ultimatum which it is proposed to send to the Central Rada concerning its counter-revolutionary activities.*

Having regard to the fraternal kinship and community of interests of the working classes in their struggle to realise Socialism, and also to the principles constantly proclaimed by the resolutions of the democratic revolutionary organisations — the Soviets — and by the Second General Congress of the Russian Soviets, the Russian Socialists Government — the Council of People's Commissaries again recognises the right of all the nations formerly oppressed by the Czarist regime and by the Russian bourgeoisie, to complete self-determination, even if this involves their separation from Russia.

Ainsi nous, le Conseil des Commissaires du peuple russe, nous reconnaissons la République Démocratique Ukrainienne, son droit de se séparer de la Russie ou d'entamer avec la République Russe les pourparlers, afin d'entrer avec cette dernière en relations fédérales ou autres.

Tout ce qui concerne les droits nationaux et l'indépendance nationale du peuple ukrainien, nous, le Conseil des Commissaires du Peuple, les reconnaissons sans limites et conditions.

*le 4 décembre 1917.*

LE CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE.

Publié dans l'organe officiel du Gouvernement Provisoire des Ouvriers et des Soldats, N° 26, du 6 décembre 1917. »

---

*Copie de la lettre de créance de M. Manouïlsky, République Fédérale des Soviets Russes. Conseil des Commissaires du Peuple.*

*Moscou, Kremlin, le 2 mai 1918, N° 3020 A. M.*

#### LETTRE DE CRÉANCE

La République Socialiste Fédérale des Soviets Russes, par l'acte du 17 avril de l'année courante, a nommé le camarade Dimitri Manouïlsky, fils de Zachari Manouïlsky, représentant de la dite République, investi du pouvoir de mener les pourparlers à Kiev, qui commenceront le 22 mai avec les représentants du Gouvernement Ukrainien, de conclure la paix entre la République Socialiste Fédérale des Soviets Russes et le Gouvernement Ukrainien, de signer les protocoles des débats, ainsi que le Traité de Paix,

*(Signé)*

Président du Comité Exécutif Central des Soviets des Paysans, des  
Ouvriers, des Soldats et des Cosaques :  
SVIERDLOV.

Président du Conseil des Commissaires du Peuple :  
OULIANOV (LENIN)

Pour le Commissaire des Affaires Étrangères :  
KARAHAN.

Chargé d'Affaires du Conseil des Commissaires du Peuple :  
BONTCH-BROUËVITCH

*[Sceau du Conseil des Commissaires du Peuple.]*

---

We, therefore, the Council of Commissaries of the Russian People, recognise the Democratic Republic of Ukraina, and acknowledge its right to separate from Russia or to enter into negotiations with the Russian Republic with a view to establishing federal or other relations with it.

The Council of Commissaries of the Russian People further recognises, without any limits or conditions, and in all respects, the national rights and independence of the Ukrainian Republic.

*December, 4th 1917.*

COUNCIL OF THE PEOPLE'S COMMISSARIES

Published in official organ of the Provisional Government of Workmen and Soldiers, No. 26. December 6th, 1917.

---

*Copy of the Credentials of M. Manouilsky, Russian Federal Soviet Republic Council of the People's Commissaries.*

*Moscow, Kremlin, May 2nd 1918. No. 3020. A. M.*

CREDENTIALS

The Russian Federal Socialist Republic of the Soviets, by a decision of April 17 of this year has appointed Comrade Dmitri Manouilsky as representative of the Republic, and has invested him with powers to carry on the negotiations, which will commence at Kiev on May 22nd, with the representatives of the Ukrainian Government, to conclude peace between the Russian Federal Socialist Republic of the Soviets and the Ukrainian Government, and to sign the minutes of the discussions and the Treaty of Peace.

*(Signed)* SVIERDLOV,

President of the Central Executive Committee of the Peasants,  
Workmen, Soldiers and Cossacks.

ULIANOFF (LENIN).

President of the Council of the People's Commissaries:

KARAHAN.

On behalf of the Minister for Foreign Affairs:

BONTCH BROUËVITCH.

Chargé d'Affaires of the Council of the People's Commissaries.

*[Seal of the Council of People's Commissaries.]*

## ANNEXE VII

### ADMISSION DE L'UKRAINE DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Lettre du 19 octobre 1920 de la Mission Diplomatique Ukrainienne, à Londres, à la Société des Nations, sous couvert du Secrétaire Général, l'Honorable Sir Eric Drummond, K. C. M. G.*

Comme suite à la lettre du 25 août 1920, adressée par la Société des Nations au Premier Ministre de la République Ukrainienne, nous avons l'honneur, au nom du Gouvernement de la République Ukrainienne, de transmettre sous ce pli à la Société des Nations des exemplaires des documents nécessaires. Nous désirons y ajouter les explications qui suivent et qui peuvent être considérées comme une amplification et un complément du bref exposé historique qui accompagnait la demande du 13 avril 1920 de la Mission Diplomatique de l'Ukraine en Grande-Bretagne.

En ce qui concerne les Actes par lesquels l'Ukraine a déclaré son indépendance, il y a lieu de remarquer :

A. 1. Lorsque la Révolution éclata en mars 1917 dans l'Ancien Empire Russe, elle prit dès l'origine en Ukraine un caractère nettement national. Le Congrès National se réunit à Kiev, le 8 avril 1917, et à ce congrès prirent part les représentants des diverses sociétés savantes, économiques et coopératives, ainsi que les représentants des organisations professionnelles, des municipalités et des gouvernements locaux (Zemstvos), en même temps que les représentants des paysans de tout le pays. Ce Congrès choisit dans son sein environ cent de ses membres, qui constituèrent la « Rada Centrale », c'est-à-dire un Gouvernement provisoire. Plus tard, la Rada s'accrut par l'introduction de délégués de trois autres Congrès : le Congrès des Paysans, le Congrès des Soldats et le Congrès des Ouvriers, et s'éleva au chiffre de huit cents membres, dont six cents étaient Ukrainiens, les autres Russes, Juifs et Polonais. Parmi ces délégués figuraient des représentants de tous les partis les plus importants, aussi bien national ukrainien que russe, juif, polonais, etc.

2. Des élections eurent lieu en même temps pour l'Assemblée Constituante de l'Ancienne Russie, qui fut dissoute par les bolchéviks qui s'emparèrent du Gouvernement à Pétrograd en octobre 1917. Ces élections, faites sur la base du suffrage universel, égal, secret, direct et proportionnel, constituèrent en Ukraine un triomphe éclatant pour les Ukrainiens. Sur les 150 députés que l'Ukraine devait nommer, 115 (soit plus de 75 %) appartenaient au parti national ukrainien. Les autres étaient de nationalités diverses, une vingtaine Juifs, les autres Russes ou Polonais.

3. Dans le courant de l'automne 1917, la Rada Centrale décida de réunir une Assemblée Constituante Ukrainienne. Les élections eurent lieu en décembre 1917 et en janvier 1918. Cet événement coïncida malheureusement avec la première invasion bolchéviste de l'Ukraine, et en Ukraine orientale les élections ne purent pas avoir lieu. Sur les 326 députés qui devaient être

## ANNEX VII

### ADMISSION OF THE UKRAINE TO THE LEAGUE

*Letter dated 19th October, 1920, from the Ukrainian Diplomatic Mission in London to the League of Nations to the hands of the Secretary-General, the Hon. Sir Eric Drummond, K.C.M.G.*

With regard to the letter of 25th August, 1920, addressed by the League of Nations to the Prime Minister of the Ukrainian Republic, we have the honour, in the name and on behalf of the Government of the Ukrainian Republic, to transmit under this cover to the League of Nations copies of the required documents. With them we desire to submit the following explanation, which may be regarded as an amplification and completion of the brief historical survey set forth in the application of the Ukrainian Diplomatic Mission in the United Kingdom of April 13th, 1920.

Regarding the Acts by which the Ukraine declared its independence.

A. 1. When in March, 1917, the Revolution in the former Russian Empire broke out it assumed in the Ukraine from the beginning a most national form. The National Congress, gathered at Kieff on 8th April, 1917, and in this participated the Representatives of the learned, economic and co-operative Societies, as well as the representatives of the professional organisations, municipalities and of the local self-governments (Zemstvos), together with the representatives of the peasantry from the whole country. This Congress elected about 100 of its members to be the "Central Rada" i.e., a provisional Parliament. Later, the Rada was enlarged by the introduction of Delegates from three other Congresses, the Congress of Peasants, the Congress of Soldiers, and the Congress of Workmen, and comprised in all 800 members of which 600 were Ukrainians, the other members being Russians, Jews and Poles. Among these were represented all the most important parties, Ukrainian as well as Russian, Jewish, Polish, etc.

2. In the meantime the elections were also made to the Constituent Assembly of former Russia, which, however, was dissolved by the Bolsheviks who took over the Government in Petrograd in October, 1917. These elections, made on the basis of the universal, equal, secret, direct and proportional system, were in the Ukraine a striking victory for the Ukrainians. Of the 150 Deputies that the Ukraine had to elect, 115 (being more than 75 per cent.) represented the Ukrainian party. The other 35 were of different nationalities, some 20 being Jews, and the others Russians or Poles.

3. In the autumn of 1917, the Central Rada decided to convene an Ukrainian Constituent Assembly. The elections were made in December, 1917, and in January, 1918. Unfortunately at that moment the Bolsheviks had made their first invasion of the Ukraine, and in the Eastern Ukraine the elections could not take place. Of the 326 Deputies who should have been sent to the Constituent Assembly, about 250 were

envoyés à l'Assemblée Constituante, 250 seulement furent élus. Ces députés comprenaient : 190 nationaux Ukrainiens, 30 Russes, 20 Juifs, 10 Polonais et quelques autres.

Sur les 10 millions de suffrages exprimés, 8 millions se portèrent sur le parti Ukrainien. L'immense majorité des députés élus appartenaient aux mêmes partis politiques ukrainiens que ceux qui formaient l'écrasante majorité de la Rada Centrale. Il ne peut pas y avoir de doute en conséquence que, si cette Assemblée Constituante, qui avait été élue par la population entière de l'Ukraine, n'avait pas été empêchée de se réunir par les autorités de l'armée d'occupation allemande, elle se serait à l'unanimité déclarée pour l'indépendance de l'Ukraine, ainsi que l'avait fait la Rada Centrale.

4. La Rada Centrale, en tant que parlement provisoire, élue sur la base la plus large, a proclamé par deux Actes (appelés « universaux ») du 7/20 novembre 1917 et du 9 janvier 1918 l'indépendance et la souveraineté de la République Ukrainienne. Copies de ces deux documents sont jointes à la présente sous les nos 1 et 2.

5. En avril 1918, les autorités militaires allemandes pénétrèrent en Ukraine à la suite du traité de Brest-Litovsk, sous le prétexte d'en arrêter l'invasion par les bolchéviks russes, mais en réalité pour se procurer du blé et de la nourriture. N'étant pas satisfaites de l'attitude de la Rada Centrale, qui maintenait énergiquement la pleine indépendance de l'Ukraine et s'opposait à l'immixtion des autorités allemandes dans les affaires de l'Ukraine, elles provoquèrent un coup d'Etat. D'accord avec un groupe de propriétaires ukrainiens et russes, elles imposèrent au pays le Général Skoropadsky en qualité d'Hetman de l'Ukraine, et dispersèrent la Rada Centrale, qui pendant toute une année avait gouverné le pays, en qualité de parlement.

L'Hetman Skoropadsky, sous la pression de l'opinion générale du pays, fut forcé d'accepter, dès le début, la doctrine de l'entière indépendance et de l'entière souveraineté de l'Etat Ukrainien. Cette doctrine est reconnue expressément dans la loi promulguée le 29 avril 1918, loi établissant la constitution provisoire de l'Ukraine. Une traduction abrégée de cette loi est jointe à la présente sous le n° 3.

6. L'opinion de la démocratie ukrainienne était que le Gouvernement de l'Hetman ne représentait qu'une seule classe de la population, celle des propriétaires terriens ; et dans cette classe l'influence des éléments russes croissait continuellement. Bientôt commença dans toute l'Ukraine un soulèvement contre l'autorité de l'Hetman. La Ligue Nationale Ukrainienne, comprenant des représentants de presque tous les partis de l'Ukraine, se mit à la tête de ce mouvement général et élut un Directoire comme pouvoir suprême de la République Ukrainienne.

7. Lorsque le régime de l'Hetman Skoropadsky eut pris fin, un Congrès d'environ 500 membres représentant les ouvriers, les paysans et les travailleurs intellectuels de toute l'Ukraine, se réunit à Kief, du 21 au 29 janvier 1919. Ce Congrès fut élu sur la base du suffrage universel dans 3 Collèges : les paysans qui élurent environ 400 délégués (4 dans chaque district), les ouvriers des villes ou artisans, qui élurent environ 100 délégués, et les travailleurs intellectuels qui élurent environ 50 délégués. Ce Congrès, par ses résolutions du 28 janvier 1919 (annexées à la présente sous les nos 4 et 5) confirma la pleine souveraineté de la République Ukrainienne, ainsi que le pouvoir du Directoire et du Conseil des Ministres du Gouvernement provisoire.

8. Durant tout le cours des années 1919 et 1920, l'Ukraine fut entourée d'ennemis de tous côtés, et abandonnée sans secours à ses propres ressources. D'un côté les bolchéviks russes, qui avaient su habilement déguiser leurs buts impérialistes, d'autre part le Général russe Denikine poussé par les mêmes



elected. They comprised 100 Ukrainians, 30 Russians, 20 Jews, 10 Poles and others.

Of the ten million votes polled, eight million were for the Ukrainian party. The overwhelming majority of the elected Deputies belonged to the same Ukrainian political parties as those which formed the crushing majority in the Central Rada. There can be no doubt, therefore, that if this Constituent Assembly, which had been elected by the whole population of the Ukraine, had not been prevented from meeting by the authorities of the German occupation, they would have unanimously declared themselves for the independence of the Ukraine as the Central Rada had done.

4. The Central Rada, as provisional Parliament, elected on the broadest basis, proclaimed by two Acts (called "Universals") of 7/20 November, 1917, and of 9th January, 1918, the independence and the sovereignty of the Ukrainian Republic. Copies of these two documents are annexed hereto — sub. 1 and 2.

5. In April, 1918, the German military authorities, which came into the Ukraine after the Treaty of Brest-Litovsk on the pretext of stopping the invasion of the Ukraine by the Russian Bolsheviks, but actually to get grain and food for themselves, being disappointed with the attitude of the Central Rada, which held fast to the standpoint of the full independence of the Ukraine and opposed the interference of the German authorities in Ukrainian affairs, made a coup d'état. In agreement with a section of Ukrainian and Russian landowners, they imposed General Skoropadsky, on the country as Hetman of the Ukraine, and dispersed the Central Rada which had been acting and ruling the country as a Parliament during a whole year. Hetman Skoropadsky, under pressure of the general opinion of the whole country, was obliged to accept from the beginning the standpoint of the full independence and sovereignty of the Ukrainian State. This standpoint is expressly recognised in the Law promulgated on April 29th, 1918, the law of the provisional Constitution of the Ukraine, a copy of an abridged translation of which is annexed — sub. 3.

6. The Ukrainian democracy was of opinion that the Government of the Hetman was representative of one class only, viz. that of the landowners. Moreover, among those the influence of the Russian elements increased continually. In due course there began in the whole of the Ukraine an insurrection against the Hetman's authority. The Ukrainian National League, consisting of representatives of nearly all the Ukrainian parties, stood at the head of this general movement and elected a Director as the provisional Supreme Power of the Ukrainian Republic.

7. After the regime of Hetman Skoropadsky had ended, a Congress of Workers and Peasants and working intelligentsia of the whole of the Ukraine met at Kieff from 24th-29th January, 1919, a Congress consisting of about 500 members. This Congress was elected on the basis of universal suffrage in three grades, i.e., peasants, who elected about 400 Delegates (four in each district), the town workers or artisans who elected about 100 Delegates, and the working intelligentsia, who elected about 50 Delegates. This Congress confirmed by the resolutions of 28th January, 1919, which are annexed — sub. 4 and 5 — the full sovereignty of the Ukrainian Republic, as well as the Directory and the Council of Ministers of the provisional Government.

8. During the whole of 1919 and 1920 the Ukraine was surrounded on all sides with enemies and left without any help to its own resources. From the one side the Russian Bolsheviks, with their imperialistic aims well disguised from the other side the Russian General Denikin, actuated by the same motive, both endeavoured to subdue the Ukrainian country, without regard to any right of self-determination. But in spite of all invasions, in spite of the lack of any help — not only

mollis, essayèrent en même temps de soumettre l'Ukraine, sans aucun respect du droit de libre détermination. En dépit de toutes les invasions, en dépit du manque de tout secours, non seulement en matériel si nécessaire à la conduite victorieuse de la guerre moderne, mais même en matériel sanitaire et en médicaments destinés à arrêter les terribles épidémies qui s'étaient déchaînées dans l'Ukraine, en dépit de tout, le peuple Ukrainien n'a cessé jusqu'à ce jour de soutenir une lutte héroïque pour son indépendance, indépendance que les bolchéviks russes eux-mêmes firent enfin obligés de reconnaître, bien que sous une forme grâce à laquelle ils espèrent réussir à cacher leurs buts pan-russes impérialistes.

B. En ce qui concerne la reconnaissance de la souveraineté de l'Etat Ukrainien par les autres Etats, nous avons l'honneur de vous soumettre les faits suivants :

1. En décembre 1917, c'est-à-dire antérieurement au traité de Brest-Litovsk, et après que la Rada Centrale eut promu l'indépendance de l'Ukraine, la France et la Grande-Bretagne envoyèrent l'une et l'autre au Gouvernement Ukrainien, à Kief, leurs représentants diplomatiques, le Général Tabouis et M. Picton Bagge respectivement, lesquels remirent à ce Gouvernement leurs lettres de créances officielles, dont ci-joint copies sous le n° 6.

2. L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie, et la Bulgarie ont reconnu l'indépendance et la souveraineté de l'Etat Ukrainien, dans les limites fixées par le Traité de Brest-Litovsk, dont une traduction abrégée est jointe sous le n° 7.

3. Le Gouvernement Russe des Soviets a reconnu pour sa part l'indépendance et la souveraineté de l'Ukraine par le décret du 4 décembre 1917, publié dans sa gazette officielle n° 26, 1917. Une deuxième fois en mai 1918, ce Gouvernement a envoyé ses représentants à Kief pour négocier la paix avec le Gouvernement Ukrainien.

4. En 1918, la Finlande, et en 1920 la Pologne et la Lettonie, ont reconnu l'indépendance de l'Etat Ukrainien.

Les faits cités dans les sections 3 et 4 ci-dessus sont de notoriété publique.

Par ordre du Gouvernement Ukrainien.

(Signé) Sénateur A. MARGOLIN.

Dr. F. OLESNITSKY.

in material, so necessary for the successful conduct of modern warfare, but even in sanitary materials and medicaments to put a stop to the terrible epidemics raging in the Ukraine — the Ukrainian people till this day has been waging a heroic fight for its independence, an independence that even the Russian Bolsheviks were at last constrained to recognise, albeit in the form under which they hope successfully to conceal their imperialistic pan-Russian aims.

8. Concerning the recognition of the sovereignty of the Ukrainian State the on part of the other States, we have the honour to point out the following :

1. In December, 1917, *i.e.*, before the Treaty of Brest-Litovsk, and after the Central Rada had promulgated the independence of the Ukraine, France and Great Britain both sent to the Ukrainian Government in Kieff their diplomatic representatives, General Tabouis and Mr. Picton Bagge, respectively, who handed to this Government the official accrediting letters, copies of which we annex — sub. 6.

2. Germany, Austria-Hungary, Turkey and Bulgaria have recognised the independence and sovereignty of the Ukrainian State within the boundaries fixed by the Treaty of Brest-Litovsk, an abridged translation of which is annexed — sub. 7.

3. The Russian Soviet Government for its part also recognised the independence and sovereignty of the Ukraine, by decree of 4th December, 1917, published in its Official Gazette, No. 26, 1917. Again in May, 1918, it sent its representatives to Kieff, in order to negotiate peace with the Ukrainian Government.

4. In 1918, Finland, and in 1920, Poland and Latvia recognised the independence of the Ukrainian State.

---

These last facts, cited in sections 3 and 4 above, are notorious.

On behalf of the Ukrainian Government,

(Signed) Senator A. MARGOLIN.

Dr. P. OLESNITSKY.

---

ANNEXE VIII

LEGATION DE FRANCE  
EN ROUMANIE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*Jassy, le 29 décembre 1917.*

Le Ministre de France en Roumanie  
à Monsieur le Général Tabouis,  
Commissaire de la République  
Française en Ukraine.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement Français vous a désigné comme Commissaire de la République Française en Ukraine.

Je vous prie de bien vouloir en informer Monsieur le Secrétaire Général des Affaires étrangères du Gouvernement Ukrainien, en remettant entre ses mains la présente lettre, qui vous accrédite en cette qualité.

*(Signé)* SAINT-AULAIRE.

LE GÉNÉRAL  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*Kiev, le 21 décembre 1917  
3 janvier 1918*

Le Général Tabouis, Commissaire de la République Française auprès du Gouvernement de la République Ukrainienne, à Monsieur le Secrétaire Général aux Affaires étrangères de la République Ukrainienne.

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous prier de porter à la connaissance du Gouvernement de la République Ukrainienne que le Gouvernement de la République Française m'a désigné comme Commissaire de la République Française auprès du Gouvernement de la République Ukrainienne.

Je vous demanderai, en conséquence, de bien vouloir me faire savoir quel jour et à quelle heure je pourrai faire au Chef du Gouvernement ma visite solennelle de présentation officielle.

Veillez, Monsieur le Secrétaire Général, agréer l'assurance de ma haute considération.

*(Signé)* TABOUIS.

ANNEX VIII

FRENCH LEGATION  
IN RUMANIA

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Jass, December 29th, 1917.

From The French Minister in Rumania,  
To General Tabouis, French Commis-  
sioner in Ukraina.

Sir,

I have the honour to inform you that the French Government has appointed you as French Commissioner in Ukraina.

You will be good enough to inform the Secretary-General of the Department of Foreign Affairs of the Ukrainian Government of your appointment as Commissioner, and to hand him this letter, which accredits you in that capacity.

(Signed) ST. AULAIRE.

OFFICE OF  
THE FRENCH COMMISSIONER

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Kiev, December 21, 1917  
January 3, 1918

From General Tabouis, French Commis-  
sioner accredited to the Ukrainian Go-  
vernment. To The Secretary-General,  
Department of Foreign Affairs of the  
Ukrainian Republic.

Sir,

I have the honour to request that you will inform the Ukrainian Government that the French Government has appointed me as Commissioner of the French Republic to the Government of the Ukrainian Republic.

I, therefore, request that you will be good enough to inform me on what day and at what hour I may have the honour of being officially received by the Head of the Government.

I remain, Sir,

Your obedient Servant,

(Signed) TABOUIS.

LE GÉNÉRAL  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

—  
n° 11

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Kiev, le 29/12 Janvier 1919.

*Depuis 6 h.*

Le Général Tabouis, Commissaire de la République Française auprès du Gouvernement de la République Ukrainienne, à Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Gouvernement de la République Ukrainienne.

Monsieur,

Le 5/19 décembre, dans une entrevue à laquelle assistaient M. Vinnichenko, Président du Conseil, et les Secrétaires d'Etat aux Affaires Etrangères, aux Finances, au Ravitaillement, aux Voies et Communications, à la Justice, j'ai eu l'honneur de présenter la demande suivante :

(Suit la répétition du texte de la note verbale du Général Tchouba, du 5 décembre, c'est-à-dire d'une date antérieure à sa nomination comme Ministre du Gouvernement Français auprès de la République Ukrainienne).

*Depuis cette date, la France est entrée en relations officielles avec l'Ukraine.*

Vu la marche rapide des événements, et pour éviter toute perte de temps, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire tenir cette réponse aussitôt que possible.

(Signature) TABOUIS.

REPRÉSENTANT DE LA  
GRANDE-BRETAGNE

Janvier.

A Son Excellence le Président du Conseil des Ministres de la République Nationale Ukrainienne.

Excellence,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de sa Majesté britannique m'a nommé, par la voie télégraphique, la seule possible actuellement, Représentant de la Grande-Bretagne en Ukraine.

Mon Gouvernement m'a chargé de vous donner l'assurance de sa bonne volonté. Il appuiera de toutes ses forces le Gouvernement Ukrainien dans la tâche qu'il a entreprise de faire œuvre de bon Gouvernement, de maintenir l'ordre et de combattre les Puissances Centrales, ennemies de la démocratie et de l'humanité.

En ce qui me concerne en particulier, j'ai l'honneur, Monsieur le Président, de vous donner l'assurance de mon entier concours pour la réalisation de notre idéal commun.

PICTON BAGGE,

Représentant de la Grande-Bretagne  
en Ukraine.

Pour copie conforme :

Londres, le 19 octobre 1920.

Secrétaire, NDISHNITZ.



FRENCH COMMISSIONER'S  
OFFICE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

*December*

Kiev, 11/29/January, 1918.

From General Tabouis, French Com-  
missioner to the Government of the  
Ukrainian Republic.

To The Secretary-General of the De-  
partment of Foreign Affairs of the  
Ukrainian Republic.

Sir,

On December 5/19, at an interview which was attended by M. Vinnichenko, President of the Council, and by the Secretaries of State for Foreign Affairs, Finance, Food, Transport and Justice, I had the honour to present the following request :

(Here follows the text of General Tabouis' note verbale of December 5th, that is, of a date anterior to his appointment as French Minister accredited to the Ukrainian Government.)

*Since that date France has entered into official relations with Ukraine.*

In view of the rapid march of events and to avoid any loss of time, I have the honour to request that you will communicate this reply to me as soon as possible.

(Signed) TABOUIS.

OFFICE OF THE  
BRITISH REPRESENTATIVE

January.

To His Excellency, the President of the  
Council of Ministers of the National  
Ukrainian Republic.

Your Excellency,

I have the honour to inform you that His Britannic Majesty's Government has appointed me by cable as the sole representative at present of Great Britain in Ukraine.

I am directed by my Government to assure you of its goodwill. It will support the Ukrainian Government to the utmost of its ability, in the task which it has undertaken of establishing good government, maintaining order, and resisting the Central Powers, who are enemies of Democracy and Humanity.

As far as I, personally, am concerned, I have the honour to assure Your Excellency of my whole hearted support in the realisation of our common ideal.

(Signed) PICTON HAGGE,  
British Representative in Ukraine.

Certified True Copy.

London, October 19th, 1920.

NDISHNITZ.

## ANNEXE IX

NOTE ADRESSÉE PAR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS A L'AMBASSADEUR  
D'ITALIE A WASHINGTON.

10 août 1920.

Monsieur le Ministre,

L'agréable nouvelle que vous avez bien voulu me faire parvenir au Département d'Etat au sujet du bon accueil que le Gouvernement Italien réserverait à l'expression des vœux de mon Gouvernement sur la situation résultant de l'avance russe en Pologne, mérite une prompte réponse. Je vais essayer sans retard de vous définir la position de mon Gouvernement, non seulement en ce qui touche la situation résultant de l'avance militaire russe en Pologne, mais aussi sur certains aspects connexes inséparables de la question russe envisagée sous un angle plus large.

Mon Gouvernement croit à la nécessité d'un Etat polonais uni, libre et indépendant, et le peuple des Etats-Unis désire ardemment le maintien de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale de la Pologne. Nous ne nous départirons pas de cette attitude et la politique de mon Gouvernement ne négligera aucun moyen efficace d'atteindre ce but. Mon Gouvernement, en conséquence, ne s'élève pas contre les efforts évidents qui sont faits, semble-t-il, dans certains milieux en vue de la conclusion d'un armistice entre la Pologne et la Russie, mais il n'entend, du moins pour l'instant, collaborer à aucun projet qui étendrait les négociations d'armistice à l'ouverture d'une Conférence Européenne. Il en résulterait, selon toute probabilité, deux conséquences qui répugneraient également à notre pays, à savoir : la reconnaissance du régime bolchévique et le règlement des problèmes russes, presque inévitablement fondés sur le démembrement de la Russie.

Le développement de la révolution russe, depuis son début, en mars 1917, jusqu'à l'heure actuelle, a été suivi par le Gouvernement et le peuple des Etats-Unis avec une amicale sollicitude et une sympathie profonde pour les efforts faits par le peuple russe, afin de reconstruire sa vie nationale sur le large fondement d'un libre gouvernement populaire. Le Gouvernement des Etats-Unis, en plein accord d'esprit avec notre peuple, a toujours désiré vivement apporter aide au peuple russe. Ce sont ces dispositions qui ont orienté et dirigé nos relations, tant avec la Russie qu'avec les autres nations, dans les questions qui concernaient ce pays.

Le Gouvernement des Etats-Unis est le premier qui ait accepté pour légitime la révolution russe et reconnu le Gouvernement provisoire. Presque aussitôt après, la nécessité se fit sentir pour les Etats-Unis d'entrer en guerre contre l'Allemagne et dans cette entreprise de s'associer étroitement avec les Puissances alliées, qui comprenaient, bien entendu, la Russie. La lassitude des masses russes est parfaitement connue par notre Gouvernement et envisagée avec un sentiment de sympathie. La sagesse, notre intérêt personnel, comme la loyauté due à nos associés, nous ont fait un devoir de donner notre aide morale et matérielle au Gouvernement provisoire, qui luttait pour accomplir une double tâche : celle de poursuivre vigoureusement la guerre et, en même temps, celle de réorganiser la vie nationale et d'établir un gouvernement stable émanant de la souveraineté populaire.

ANNEX IX

NOTE FROM THE SECRETARY OF STATE OF THE UNITED STATES TO THE AMBASSADOR  
OF ITALY AT WASHINGTON.

*August 10th, 1920.*

Excellency:

The agreeable intimation which you have conveyed to the State Department that the Italian Government would welcome a statement of the views of this Government on the situation presented by the Russian advance into Poland, deserves a prompt response, and I will attempt without delay a definition of this Government's position, not only as to the situation arising from Russian military pressure upon Poland, but also as to certain cognate and inseparable phases of the Russian question viewed more broadly.

This Government believes in a united, free and autonomous Polish State, and people of the United States are earnestly solicitous for the maintenance of Poland's political independence and territorial integrity. From this attitude we will not depart, and the policy of this Government will be directed to the employment of all available means to render it effectual. The Government, therefore, takes no exception to the effort apparently being made in some quarters to arrange an Armistice between Poland and Russia, but it would not, at least for the present, participate in any plan for the expansion of the Armistice negotiations into a general European Conference which would in all probability involve two results, from both of which this country strongly recoils, viz., the recognition of the Bolshevik regime and a settlement of Russian problems almost inevitably upon the basis of a dismemberment of Russia.

From the beginning of the Russian Revolution, in March 1917, to the present moment, the Government and the people of the United States have followed its development with friendly solicitude and with profound sympathy for the efforts of the Russian people to reconstruct their national life upon the broad basis of popular self-government. The Government of the United States, reflecting the spirit of its people, has at all times desired to help Russian people. In that spirit all its relations with Russia, and with other nations in matters affecting the latter's interests, have been conceived and governed.

The Government of the United States was the first Government to acknowledge the validity of the revolution and to give recognition to the provisional Government of Russia. Almost immediately thereafter it became necessary for the United States to enter the war against Germany, and in that undertaking to become closely associated with the Allied nations, including, of course, Russia. The war weariness of the masses of the Russian people was fully known to this Government and sympathetically comprehended; prudence, self-interest and loyalty to our associates made it desirable that we should give moral and material support to the provisional Government which was struggling to accomplish a two-fold task, to carry on the war with vigour, and, at the same time, to re-organise the life of the nation and establish a stable government based on popular sovereignty.

Ces raisons n'influaient cependant nullement sur l'amitié sincère du Gouvernement et du peuple américain pour la grande nation russe. L'amitié témoignée par la Russie à l'égard de ce pays, dans un moment d'épreuve et de détresse, nous a laissé un impérissable sentiment de gratitude. C'est à titre d'amis reconnaissants que nous avons envoyé en Russie une commission technique pour l'aider à réorganiser ses transports par chemins de fer, de manière à rendre sa vigneure à la vie économique du pays et à permettre d'accroître le bien-être du peuple russe.

Tout en déplorant que la Russie se soit retirée de la guerre à un moment critique et en regrettant sa capitulation désastreuse à Brest-Litovsk, les Etats-Unis ont parfaitement compris que le peuple de Russie ne pouvait en être tenu pour responsable.

Les Etats-Unis maintiennent intacte leur foi dans le haut caractère et dans l'avenir du peuple russe. Nous n'avons pas le moindre doute qu'il n'arrive à surmonter la période actuelle d'anarchie, de souffrance et de disette. Le caractère navrant de la transformation de la Russie évoque plusieurs parallèles historiques. Les Etats-Unis sont persuadés que relevée, libre et unie, la Russie reprendra une place prédominante dans le monde, d'accord avec les autres nations libres, pour le maintien de la paix et de la justice.

En attendant, les Etats-Unis se rendent compte que l'amitié et l'honneur réclament une protection généreuse des intérêts russes et que, dans la limite du possible, toutes les décisions d'importance vitale pour la Russie, tout particulièrement celles qui toucheraient à sa souveraineté sur les territoires de l'ancien Empire russe, doivent être suspendues. C'est ce sentiment d'amitié et d'obligation d'honneur à l'égard de la grande nation qui héroïquement s'est immolée elle-même, contribuant ainsi à l'heureux succès de la guerre, qui a inspiré le Gouvernement des Etats-Unis dans sa réponse au Conseil National lithuanien le 15 octobre 1919 et dans son refus persistant de reconnaître les Etats Baltiques comme des nations indépendantes de la Russie. C'est dans le même esprit qu'a été écrite la note de notre Gouvernement en date du 24 mars 1920 (Il y déclare, au sujet de certains règlements dans le proche Orient, qu'aucune décision définitive ne saurait et ne pourrait être prise sans le consentement de la Russie). C'est encore dans l'esprit de ces importantes déclarations sur sa politique que les Etats-Unis ont suspendu leur approbation aux décisions du Conseil Suprême de Paris portant reconnaissance de l'indépendance des soi-disant Républiques de Georgie et d'Azerbedjan et que leur Gouvernement a donné ses instructions à son Représentant dans la Russie du Sud, le Vice-Amiral Newton A. Mac Kully. Enfin, tout en reconnaissant avec plaisir l'indépendance de l'Arménie, le Gouvernement des Etats-Unis a pris position et n'a pas voulu que la détermination finale des frontières du nouvel Etat pût être faite sans la collaboration et l'assentiment de la Russie. La Russie n'est pas seulement en cause parce qu'une partie considérable du territoire de la nouvelle Arménie, tel qu'il sera déterminé, appartenait antérieurement à l'Empire Russe, mais pour la raison non moins importante de la nécessité pour une Arménie indépendante et libre de jouir de la bonne volonté et de l'amitié protectrice de la Russie.

Ces exemples montrent combien une loyale amitié pour la Russie a constamment inspiré la politique étrangère du Gouvernement, toujours logique avec lui-même, des Etats-Unis. C'est contre notre volonté, que la Russie, tombée sans défense dans la grille d'un Gouvernement qui ne la représente point, et dont le seul secours est la force brutale, pourrait être affaiblie davantage par une politique de démembrement inspirée par d'autres intérêts que les siens.

Le désir des Puissances alliées de trouver une solution pacifique aux difficultés existantes en Europe trouve, bien entendu, notre Gouvernement

Quite independent of these motives, however, was the sincere friendship of the Government and the people of the United States for the great Russian nation. The friendship manifested by Russia towards this nation in a time of trial and distress has left with us an imperishable sense of gratitude. It was as a grateful friend that we sent to Russia an expert commission to aid in bringing about such a re-organization of the rail-road transportation system of the country as would re-invigorate the whole of its economic life and so add to the well-being of the Russian people.

While deeply regretting the withdrawal of Russia from the war at a critical time, and the disastrous surrender at Brest-Litovsk, the United States has fully understood that the people of Russia were in no wise responsible,

The United States maintains unimpaired its faith in the Russian people in their high character and their future. That they will overcome the existing anarchy, suffering and destitution we do not entertain the slightest doubt. The distressing character of Russia's transition has many historical parallels, and the United States is confident that restored, free and united, Russia will again take a leading place in the world, joining with the other free nations in upholding peace and orderly justice.

Until that time shall arrive, the United States feels that friendship and honour require that Russia's interests must be generously protected, and that, as far as possible, all decisions of vital importance to it, and especially those concerning its sovereignty over the territory of the former Russian Empire, be held in abeyance. By this feeling of friendship and honorable obligation to the great nation whose brave and heroic self-sacrifice contributed so much to the successful termination of the war, the Government of the United States was guided in its reply to the Lithuanian National Council, on October 15th, 1919, and in its persistent refusal to recognise the Baltic States as separate nations independent of Russia. The same spirit was manifested in a Note of this Government, of March 24th, 1920, in which it was stated, with reference to certain proposed settlements in the Near East, that "no final decision should or can be made without the consent of Russia."

In line with these important declarations of policy, the United States withhold its approval from the decision of the Supreme Council at Paris recognising the independence of the so-called republics of Georgia and Azerbaidjan, and so instructed its representative in Southern Russia, Rear-Admiral Newton A. McCully. Finally, while gladly giving recognition to the independence of Armenia, the Government of the United States has taken the position that the final determination of its boundaries must not be made without Russia's co-operation and agreement. Not only is Russia concerned because a considerable part of the territory of the new State of Armenia, when it shall be defined, formerly belonged to the Russian Empire; equally important is the fact that Armenia must have the good-will and the protective friendship of Russia if it is to remain independent and free.

The illustrations show with what consistency the Government of the United States has been guided in its foreign policy by a loyal friendship for Russia. We are unwilling that, while it is helpless in the grip of a non-representative Government, whose only sanction is brutal force, Russia shall be weakened still further by a policy of dismemberment conceived in other than Russian interests.

With the desire of the Allied Powers to bring about the peaceful solution of existing difficulties in Europe, this Government is of course in hearty accord and

cordialement d'accord pour appuyer toutes les démarches que cette fin justifierait. Il nous est impossible de penser, cependant, que la reconnaissance du régime des Soviets puisse nous rapprocher de ce but et encore moins nous permettre de l'atteindre. Nous sommes donc opposés à toutes relations avec le régime des Soviets allant plus loin que les étroites limites où la discussion d'un armistice doit se confiner.

Les maîtres actuels de la Russie ne la gouvernent point de par la volonté ou le consentement d'une partie plus ou moins considérable du peuple russe, c'est un fait indiscutable. Bien que près de deux années et demie se soient écoulées depuis qu'ils se sont emparés de la machine gouvernementale, en promettant leur protection à l'Assemblée constituante contre des prétendues conspirations, ils n'ont encore rien permis qui ressemble à une élection populaire. Au moment où l'œuvre de création d'un gouvernement populaire représentatif, issu du suffrage universel, approchait de son terme, les bolchévistes, qui n'étaient qu'une minorité négligeable, se sont emparés par la force et la ruse du Gouvernement et des rouages de l'Etat et ont continué à s'en servir pour se maintenir au pouvoir en faisant régner la plus sauvage oppression. Sans avoir le moindre désir d'intervenir dans les affaires du peuple russe, on de suggérer quelle sorte de gouvernement il devrait avoir, le Gouvernement des Etats-Unis exprime son vif espoir qu'on trouve bientôt le moyen d'instituer un gouvernement qui représente ses libres aspirations et réalise ses desseins. Ce moment une fois venu, les Etats-Unis examineront les mesures qu'ils peuvent prendre, dans l'ordre pratique, pour venir en aide à la Russie et faciliter sa reconstitution, pourvu que la Russie ne se soit pas elle-même aliéné l'intérêt et l'amitié d'autres nations par le pillage et l'oppression des Polonais.

Il n'est pas possible, pour le Gouvernement des Etats-Unis, de reconnaître les dirigeants actuels de la Russie comme formant un gouvernement avec lequel on pourrait entretenir les relations qui sont communes à tous les Gouvernements amis. Cette conviction n'a rien à faire avec toute organisation politique ou sociale que le peuple russe jugerait lui-même bon de se donner. Elle repose sur une série de faits entièrement différents. Ces faits, qui ne sont contestés par personne, ont donné au Gouvernement des Etats-Unis la conviction contre son propre gré, que le régime qui existe actuellement en Russie est fondé sur la négation de tous les principes d'honneur et de bonne foi, et qu'il est contraire à tous les usages et conventions sur lesquels repose tout l'édifice du droit international, qu'il est, en un mot, la négation même de tous les principes sur lesquels il est possible d'établir la bonne entente et la confiance, soit entre les nations, soit entre les individus.

Les dirigeants responsables de ce régime se sont fréquemment et ouvertement vantés d'être prêts à souscrire à des accords et à des engagements avec les puissances étrangères, tout en n'ayant pas la moindre intention de tenir ces engagements, ni d'exécuter ces accords. Ce reniement d'obligations contractées volontairement, ils tentent de le justifier en prétendant qu'aucun contrat, ou aucun accord, conclu avec un Gouvernement non bolchéviste n'a pour eux de valeur, et ils ne se sont pas contentés de proclamer cette doctrine, mais ils l'ont pratiquée.

En fait, à plusieurs reprises, les porte-parole qualifiés de cette Puissance, et ses agents officiels, ont déclaré qu'ils entendent bien que l'existence même du bolchévisme en Russie, le maintien de leur propre autorité, dépendent, et doivent continuer à dépendre, de révolutions à venir dans toutes les autres nations civilisées sans en excepter les Etats-Unis — révolutions qui renverseront et détruiront les Gouvernements de tous ces pays et institueront à leur place le régime bolchéviste. Ils n'ont laissé aucun doute sur leur intention de recourir à tous les moyens, y compris naturellement l'emploi



will support any justifiable steps to that end. It is unable to perceive, however, that a recognition of the Soviet regime would promote, much less accomplish, this object, and it is therefore averse to any dealings with the Soviet regime beyond the most narrow boundaries to which a discussion of any Armistice can be confined.

That the present rulers of Russia do not rule by the will or the consent of any considerable proportion of the Russian people is an incontestable fact. Although nearly two and a half years have passed since they seized the machinery of Government, promising to protect the constituent Assembly against alleged conspiracies against it, they have not yet permitted anything in the nature of a popular election. At the moment when the work of creating a popular representative Government, based upon universal suffrage was nearing completion, the Bolsheviks, although in number an inconsiderable minority of the people, by force and cunning seized the powers and machinery of Government and have continued to use them with savage oppression to maintain themselves in power.

Without any desire to interfere in the internal affairs of the Russian people, or to suggest what kind of government they should have, the Government of the United States does express the hope that they will soon find a way to set up a Government representing their free will and purpose. When that time comes the United States will consider the measures of practical assistance which can be taken to promote the restoration of Russia, provided Russia has not taken itself wholly out of the pale of the friendly interest of other nations by the pillage and oppression of the Poles.

It is not possible for the Government of the United States to recognise the present rulers of Russia as a Government with which the relations common to friendly Governments can be maintained. This conviction has nothing to do with any particular political or social structure which the Russian people themselves may see fit to embrace. It rests upon a wholly different set of facts. These facts, which none dispute, have convinced the Government of the United States against its will, that the existing regime in Russia is based upon the negation of every principle of honour and good faith, and every usage and convention underlying the whole structure of international law; the negation, in short, of every principle upon which it is possible to base harmonious and trustful relations whether of nations or of individuals.

The responsible leaders of the regime have frequently and openly boasted that they are willing to sign agreements and undertakings with Foreign Powers while not having the slightest intention of observing such undertakings or carrying out such agreements. This attitude of disregard of obligations voluntarily entered into, they base upon the theory that no compact or agreement made with a non-Bolshevik Government can have any moral force for them. They have not only avowed this as a doctrine, but have exemplified it in practice.

Indeed, upon numerous occasions the responsible spokesmen of this Power, and its official agencies, have declared that it is their understanding that the very existence of Bolshevism in Russia, the maintenance of their own rule, depends, and must continue to depend, upon the occurrence of revolutions in all other civilised nations, including the United States, which will overthrow and destroy their Governments and set up Bolshevik rule in their stead. They have made it quite

d'agents diplomatiques, pour favoriser dans d'autres pays des mouvements révolutionnaires de ce genre.

Il est vrai de dire que, de différentes manières, ils se sont déclarés prêts à donner des « assurances » et des « garanties » qu'ils n'abuseront pas des privilèges et des immunités diplomatiques pour atteindre le but ci-dessus énoncé.

Devant leurs propres déclarations, dont il vient d'être parlé, ces assurances et ces garanties ne sauraient être prises au sérieux. De plus, il est venu à la connaissance du Gouvernement des Etats-Unis que le Gouvernement bolchéviste est lui-même soumis au contrôle d'une façon politique qui a des ramifications internationales très étendues par le moyen de la Troisième Internationale, et que ce dernier organisme, auquel le Gouvernement bolchéviste accorde de gros subsides prélevés sur les revenus publics de la Russie, a pour but, ouvertement affiché, de provoquer des révolutions bolchévistes dans l'univers entier.

Quant aux chefs bolchévistes, ils se sont vantés que les promesses qu'ils ont faites de ne pas intervenir dans les autres pays, ne lient en rien les agents de cette organisation dont nous venons de parler.

Il n'y a pas le moindre doute, pour des esprits raisonnables, que ces agents jouiraient de l'appui et de la protection de tous représentants diplomatiques que les bolchévistes pourraient avoir dans les autres pays. Il est donc inévitable que le service diplomatique du Gouvernement bolchéviste devienne un instrument d'intrigue et de propagande révolutionnaire contre les institutions et les lois des pays avec lesquels il serait en état de paix. Ce serait abuser des relations amicales d'une manière qui ne saurait être tolérée par des Gouvernements éclairés.

Dans l'opinion de notre Gouvernement, il ne peut y avoir aucun terrain commun entre nous et une Puissance qui se fait des relations internationales une conception si entièrement étrangère à la nôtre et qui répugne si complètement à notre sentiment de la morale. Il ne saurait exister aucune confiance réciproque, aucune foi, aucun respect même, si des gages sont donnés et si des accords sont conclus pendant qu'une des parties se réserve mentalement de renoncer avec cynisme à ses engagements. Nous ne pouvons reconnaître les agents d'un Gouvernement, nous ne pouvons entretenir de relations officielles avec eux, nous ne pouvons leur accorder une réception amicale, quand ce Gouvernement est bien décidé ou engagé à conspirer contre nos institutions, quand ses diplomates doivent provoquer des révoltes dangereuses, quand ceux qui parlent en son nom disent qu'ils signent des accords, sans avoir la moindre intention de les exécuter.

Pour résumer la position de notre Gouvernement, je voudrais donc dire, en réponse à la demande de Votre Excellence, qu'il regarderait d'un oeil favorable une déclaration faite par les Puissances alliées et associées, affirmant que l'intégralité territoriale et les véritables frontières seront respectées. Ces frontières devraient rationnellement comprendre la totalité de l'ancien Empire Russe, à l'exception de la Finlande proprement dite, de la Pologne ethnique, et des territoires qui pourraient, en vertu d'un accord, faire partie de l'Etat Arménien.

Les aspirations de ces nations à l'indépendance sont parfaitement légitimes. Chacune d'entre elles fut annexée par la violence : sa libération d'un régime d'oppression étranger n'impliquant aucune violation des droits territoriaux de la Russie, elle a été sanctionnée par l'opinion publique de tous les peuples libres. Une déclaration comme celle dont il vient d'être question pré suppose le retrait de toutes les troupes étrangères hors du terri-

plain that they intend to use every means, including, of course, diplomatic agencies to promote such revolutionary movements in other countries.

It is true that they have in various ways expressed their willingness to give "assurances" and "guarantees" that they will not abuse the privileges and immunities of diplomatic agencies by using them for this purpose.

In view of their own declarations, already referred to, such assurances and guarantees cannot be very seriously regarded. Moreover, it is within the knowledge of the Government of the United States that the Bolshevik Government is itself subject to the control of a political faction, with extensive international ramifications through the Third International, and that this body, which is heavily subsidized by the Bolshevik Government from the public revenues of Russia, has for its openly avowed aim the promotion of Bolshevik revolutions throughout the world.

The leaders of the Bolsheviks have boasted that their promises of non-interference with other nations would in no wise bind the agents of that body. There is no room for reasonable doubt that such agents would receive the support and protection of any diplomatic agencies the Bolsheviks might have in the other countries. Inevitably, therefore, the diplomatic service of the Bolshevik Government would become a channel for intrigues and the propaganda of revolt against the institutions and laws of countries, with which it was at peace, which would be an abuse of friendship to which enlightened governments cannot subject themselves.

In the view of this Government there cannot be any common grounds upon which it can stand with a Power whose conceptions of international relations are entirely alien to its own, utterly repugnant to its moral sense. There can be no mutual confidence or trust, no respect even, if pledges are to be given and agreements made with a cynical repudiation of their obligations already in the mind of one of the parties. We cannot recognise, hold official relations with, or give friendly reception to, the agents of a Government which is determined and bound to conspire against our institution; whose diplomats will be the agitators of dangerous revolt; whose spokesmen say that they sign agreements with no intention of keeping them.

To summarise the position of this Government, I would say, therefore, in response to your Excellency's enquiry, that it would regard with satisfaction a declaration by the Allied and Associated Powers, that the territorial integrity and true boundaries of Russia shall be respected. These boundaries should properly include the whole of the former Russian Empire, with the exception of Finland proper, ethnic Poland, and such territory as may by agreement form a part of the Armenian State.

The aspirations of these nations for independence are legitimate. Each was forcibly annexed and their liberation from oppressive alien rule involves no aggressions against Russia's territorial rights, and has received the sanction of the public opinion of all free peoples. Such a declaration presupposes the withdrawal of all foreign troops from the territory embraced by these boundaries, and in the opinion

toire compris dans sa frontière, et, dans l'opinion de notre Gouvernement, elle devrait être accompagnée de l'avertissement qu'aucun empiètement par la Pologne, par la Finlande, ou par toute autre Puissance sur la frontière ainsi tracée et proclamée, ne sera permis.

C'est seulement de cette façon qu'on pourra enlever toute leur force aux fallacieux appels que le régime bolchéviste adresse aux nationalistes russes, et qu'on l'obligera à répondre aux exigences inévitables de la raison et du respect de soi-même lorsque le peuple russe, mis à l'abri de l'invasion et de toute violation de son territoire, lancera le défi à un système de philosophie social qui le dégrade et à la tyrannie qui l'opprime. La politique qui vient d'être esquissée est sûre d'obtenir l'appui de notre Gouvernement.

Veuillez agréer, etc...

(Signé) BAINBRIDGE COLBY.

A son Excellence

M. le Baron CAMILLE ROMANO AVIZZANA,  
Ambassadeur d'Italie.

---

of this Government should be accompanied by the announcement that no transgression by Poland, Finland or any other Power, of the line so drawn and proclaimed, will be permitted.

Thus only can the Bolshevik regime be deprived of its false, but effective, appeal to Russian nationalism and compelled to meet the inevitable challenge of reason and self-respect which the Russian people, secure from invasion and territorial violation, are sure to address to a social philosophy that degrades them and a tyranny that oppresses them.

The policy herein outlined will commend the support of this Government.  
Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

(Signed) RAINBRIDGE COLBY.

His Excellency,

HUON CAMILLE ROMANO AVEZZANA  
Ambassador of Italy.

